



**INSTITUT BELGE DES SERVICES POSTAUX ET DES  
TELECOMMUNICATIONS**

---

**CONSULTATION DU CONSEIL DE L'IBPT  
DU 2 DÉCEMBRE 2009  
CONCERNANT LA DÉCISION RÉTROACTIVE  
VISANT À CORRIGER  
LA DÉCISION DU 29 NOVEMBRE 2006  
CONCERNANT LES TARIFS BLOCKS AND TIE CABLES**

**VERSION PUBLIQUE**

---

**Méthode d'envoi des réactions au présent document**

Délai de réponse: jusqu'au 15 janvier 2010  
Personne de contact: Reinhard Laroy, Ingénieur-conseiller (02 226 88 22)  
Adresse de réponse par e-mail : reinhard.laroy@ibpt.be

**Les réponses sont attendues uniquement par voie électronique.  
Le document doit indiquer clairement ce qui est confidentiel.  
La présente consultation a lieu conformément à l'article 140 de la loi du 13 juin 2005.**

---

## Table des matières

Introduction .....	3
LA PROCEDURE CONTRE LA DECISION DU 29 NOVEMBRE 2006 .....	3
LE MANQUE D'ACCORD DE COOPERATION.....	3
LES POINTS DANS L'ARRET DU 19 MAI 2009 QUI CONFIRMENT LA DECISION DE L'IBPT .....	3
LES POINTS DE LA DÉCISION DE L'IBPT QUI FONT L'OBJET D'UNE ANNULATION PAR L'ARRET DU 19 MAI 2009 .....	5
LES CONSEQUENCES DE L'ARRET .....	5
Cadre juridique .....	5
Nécessité d'adopter la présente décision et de lui donner un effet rétroactif.....	6
procédure .....	7
LISTE DES MODIFICATIONS.....	7
Nouvelle Annexe 2 « SCHEMA Tie Cables » .....	11
Nouvelle annexe <b>confidentielle</b> 1 : « Motivation des tarifs des Blocks et Tie cables » .....	12
Nouvelle annexe <b>confidentielle</b> 2 : « Analyse de l'uplift pour les blocks & tie cables » .....	12
Nouvelle annexe <b>confidentielle</b> 3 « Situation aux Pays-Bas ».....	13
DECISION.....	14
Voies de recours .....	14
Annexe: VERSION ADAPTEE DE LA DECISION DU 29 NOVEMBRE 2006.....	14

## INTRODUCTION

Par arrêt du 19 mai 2009<sup>1</sup>, la Cour d'appel de Bruxelles a annulé la décision du Conseil de l'IBPT du 29 novembre 2006 concernant les tarifs blocks & tie cables.

L'IBPT a soigneusement étudié les conséquences de cet arrêt. L'IBPT veut profiter de la possibilité de prendre des décisions à effet rétroactif, un droit qui est reconnu, dans le respect de certaines conditions, par les principes généraux de droit administratif, et qui est également prévu par la loi depuis le 14 juin 2009 (art. 14 §2, 6° de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications, voir plus loin). La décision du 29 novembre 2006 sera adaptée par le biais de la présente décision rétroactive compte tenu des remarques de la Cour d'appel dans son arrêt du 19 mai 2009.

### LA PROCEDURE CONTRE LA DECISION DU 29 NOVEMBRE 2006

Le 29 novembre 2006, l'IBPT avait déterminé les tarifs des blocks & tie cables dans une décision basée sur un modèle des coûts bottom-up.

Le 26 janvier 2007, Belgacom a introduit une demande en annulation contre la décision du Conseil de l'IBPT du 29 novembre 2006.

La Cour d'appel a partiellement annulé cette décision par son arrêt du 19 mai 2009.

### LE MANQUE D'ACCORD DE COOPERATION

Dans le cas d'espèce, le motif de l'annulation de la décision précitée est simple : il est reproché à l'Institut l'absence de consultation des régulateurs communautaires, compte tenu de l'accord de coopération du 17/11/2006. Ce grief, auquel la Cour a fait droit, a fondé l'annulation de la décision litigieuse.

« Tout cela résulte du champ d'application, connu par l'IBPT à la date de la décision attaquée, de l'accord de coopération »<sup>2</sup>.

La Cour a jugé que les blocks et tie cables faisaient partie de l'infrastructure par laquelle passent les services, sans qu'il y ait lieu de s'interroger si le projet de décision risque ou non d'interférer avec les compétences des communautés<sup>3</sup>.

« Il ne faut pas [...] rechercher si la décision risquerait d'interférer, voir même interfère, sur les services qui relèvent de la compétence des régulateurs communautaires »<sup>4</sup>.

### LES POINTS DANS L'ARRET DU 19 MAI 2009 QUI CONFIRMENT LA DECISION DE L'IBPT

En dépit de l'annulation de la décision du 29 novembre 2006 fondée sur la non-application de l'accord de coopération, la Cour d'appel se prononce également sur les autres objections de Belgacom.

La Cour d'appel déclare dans son arrêt du 19 mai 2009 marquer son accord sur la position de l'IBPT concernant une partie importante des objections invoquées par Belgacom :

- L'IBPT peut procéder à tout moment à une révision des tarifs à condition que celle-ci soit suffisamment justifiée :
- 

---

<sup>1</sup> Bruxelles 19 mai 2009, R.G. 2007/AR/302.

<sup>2</sup> Bruxelles 19 mai 2009, *op. cit.*, p. 18, 93°.

<sup>3</sup> Bruxelles 19 mai 2009, *op. cit.*, p. 18, 84°.

<sup>4</sup> *Ibid.*

*L'IBPT est habilité à imposer des modifications de l'offre de référence pour l'accès dégroupé à la boucle locale et aux ressources connexes, y compris les prix, lorsque ces modifications sont justifiées, à savoir lorsque les tarifs de BELGACOM en tant qu'opérateur notifié ne sont pas orientés sur les coûts. (...) l'IBPT est habilité à imposer ces modifications à chaque instant, pour autant qu'elles soient justifiées.*

- Le calcul des prix des « tie cables » sur la base de leurs longueurs moyennes est raisonnable :

*En effet, la décision indique clairement que les longueurs standard déjà existantes sont représentatives d'une installation rentable (...) les longueurs de câbles nécessaires dans la pratique sont également influencées par certains choix de BELGACOM en matière de placement d'espace de colocalisation. (...) Ensuite, la décision indique également que l'utilisation d'une moyenne reste un stimulant important pour trouver un espace approprié le plus près possible du MDF.*

- Le calcul du prix du « MDF space » est raisonnable :

*La Cour considère que la motivation confidentielle de la décision attaquée du 29 novembre 2006 justifie d'une façon motivée, qui n'est pas manifestement déraisonnable, qu'il doit être tenu compte, contrairement à ce que BELGACOM souhaite, de l'ensemble des positions utilisées par bloc, à savoir les positions occupées tant bien pour les services PSTN que pour les services ADSL, afin de déterminer un coût logistique moyen par position.*

- La valeur pour l' « uplift » est raisonnable :

*La cour considère que la motivation confidentielle de la décision attaquée du 29 novembre 2006 justifie d'une façon motivée, qui n'est pas manifestement déraisonnable, l'imposition des pourcentages « uplift » (à savoir les pourcentages qui tiennent compte de certains surcoûts pour l'administration et le traitement des biens) qu'elle retient, se basant principalement sur les ordres de grandeur, tirées des statistiques fournies par BELGACOM, tant en ce qui concerne les commandes des « blocks » que des « tie cables ».*

- La modification des durées d'intervention relatives aux « fixed operational costs » est raisonnable :

*La Cour considère que la motivation confidentielle justifie de façon motivée, qui n'est pas manifestement déraisonnable, le manque de synergie, dont elle indique clairement les causes, à savoir (i) les descriptions des processus et des durées du travail qui y sont associés partent toujours du principe que chaque commande d'un OLO doit être considérée comme un processus séparé sans la moindre possibilité de synergie et par conséquent de plus grande efficacité avec d'autres opérations, (ii) les durées du travail indiquées par BELGACOM ne tiennent nullement compte des volumes réels ; même en tenant compte d'un délai d'exécution de 15 jours ouvrables, il est clair que certaines opérations (par exemple la préparation des câbles) ne peuvent plus se faire sur une base individuelle mais seront regroupées, (iii) concernant les durées de travail indiquées, l'exception confirme la règle, en d'autres termes qu'une réserve excessive est constituée pour l'éventualité de situations exceptionnelles ; pour un opérateur efficace, il faut partir du principe que la situation normale est la règle et que le surcoût qui est pris en compte pour les situations exceptionnelles est en effet représentatif de la fréquence d'intervention de ces situations exceptionnelles.*

- Une annulation (partielle) d'une décision tarifaire de l'Institut par la Cour d'appel ne signifie pas une approbation automatique des tarifs comme proposé par Belgacom étant donné que l'obligation d'orientation sur les coûts reste d'application.

*L'annulation de la décision attaquée du 29 novembre 2006, et notamment de la tarification imposée par l'IBPT dans la mesure indiquée, ne vaut pas approbation de la tarification proposée par BELGACOM.*

*En effet, l'annulation de ladite décision n'implique nullement que le tarif offert par BELGACOM serait orienté vers les coûts, de sorte que la clause litigieuse, que BELGACOM voudrait ajouter à son offre de référence et qui est basée sur la thèse que l'annulation vaut son approbation, n'est pas de ce fait compatible avec l'obligation légale de BELGACOM d'orienter ses tarifs sur les coûts. En outre elle est contraire à l'article 59 § 5 de la loi sur les communications électroniques qui prévoit que toute offre de*

*référence est, préalablement à sa publication, approuvée par l'IBPT. Il en découle que le recours contre la décision de l'IBPT, qui refuse à BELGACOM d'insérer la prédite clause, n'est pas fondé*

- L'IBPT peut utiliser une des deux langues nationales pour imposer une décision à Belgacom et ne doit pas attendre la traduction vers l'autre langue nationale :

*L'IBPT avait dès lors le choix entre le néerlandais et le français pour rédiger sa décision attaquée du 29 novembre 2006.*

## **LES POINTS DE LA DÉCISION DE L'IBPT QUI FONT L'OBJET D'UNE ANNULATION PAR L'ARRÊT DU 19 MAI 2009**

La Cour d'appel marque son accord dans son arrêt du 19 mai 2009 sur les objections suivantes invoquées par Belgacom :

- Le calcul des prix des « blocks » n'est pas bien motivé :

*La Cour considère que la décision attaquée du 29 novembre 2006 ne justifie pas d'une façon motivée les raisons pour lesquelles elle rejette l'opposition très détaillée et motivée de BELGACOM quant à l'utilisation des « Kroneblocks » de type LSA 2/10, à savoir (i) que cette solution alternative ne protège pas suffisamment le signal sur le câble, (ii) qu'elle engendre une certaine complexité opérationnelle supplémentaire et (iii) que ces blocs ne peuvent pas être fixés physiquement sur un répartiteur. La décision attaquée se limite à se référer aux réactions de certains OLO, sans le moindre contrôle de leurs prétentions. Le grief de BELGACOM est donc fondé.*

## **LES CONSÉQUENCES DE L'ARRÊT**

L'IBPT a soigneusement étudié les conséquences de cet arrêt. L'IBPT veut profiter de la possibilité de prendre des décisions à effet rétroactif, un droit [qui est reconnu, dans le respect de certaines conditions, par les principes généraux de droit administratif, et qui est également prévu par la loi depuis le 14 juin 2009 (art. 14 §2, 6° de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications, voir plus loin).

La décision du 29 novembre 2006 sera adaptée par le biais de la présente décision rétroactive compte tenu des remarques de la Cour d'appel dans son arrêt du 19 mai 2009.

## **CADRE JURIDIQUE**

L'annulation par la Cour d'appel de Bruxelles d'une décision de l'Institut, ou de certains éléments de celle-ci emporte les mêmes conséquences que l'annulation d'un acte administratif par le Conseil d'État, à savoir l'annulation rétroactive de la décision de l'Institut<sup>5</sup> : celle-ci, ou les éléments de celle-ci qui ont été annulés par la Cour doivent être considérés comme n'ayant jamais existé<sup>6</sup>.

Ce principe a été rappelé par la Cour d'appel dans son arrêt du 7 mai 2009 concernant la décision d'analyse de marché du 10 janvier 2008 :

*« La Cour d'appel de Bruxelles a déjà considéré que l'annulation d'une décision de l'IBPT produit des effets rétroactifs « puisqu'elle suppose la reconnaissance de son illégalité » (arrêt du 15 octobre 2004, 2003/AR/1664, considérant 27). En effet la Cour ne pourrait, sans violer le principe supérieur de légalité consacré dans l'article 159 de la Constitution, qui oblige les cours et tribunaux à refuser toute application à des actes administratifs réglementaires ou individuels illégaux, permettre à une décision administrative illégale de l'IBPT, dont elle a constaté l'illégalité et prononcé l'annulation, de conserver des effets dans le temps.*

---

<sup>5</sup> Bruxelles, 15 octobre 2004, 2003/AR/1664, considérant 27

<sup>6</sup> P. LEWALLE et L. DONNAY, *Contentieux administratif*, 3<sup>e</sup> éd., Larcier, Bruxelles, 2008, p. 1105

*[...] Face à une décision annulée, en tout ou en partie, il relève de la compétence de l'IBPT d'apprécier, dans le respect de la décision de la Cour, s'il y a lieu pour lui d'adopter une nouvelle décision, les conditions dans lesquelles il pourra l'adopter et s'il lui est permis de lui conférer un caractère rétroactif conformément aux principes dégagés par le Conseil d'Etat.>><sup>7</sup> (traduction libre)*

C'est en réaction aux conséquences d'un arrêt d'annulation prononcé par la Cour d'appel à l'encontre d'une décision de l'IBPT que le législateur a adopté la loi du 18 mai 2009 portant des dispositions divers en matière de communications électroniques, dont les travaux préparatoires soulignent qu'une « *décision annulée l'est avec effet rétroactif. Elle est donc censée n'avoir jamais existé. Un vide juridique est ainsi créé depuis le moment où la décision annulée a été prise. [...] Les décisions à caractère rétroactif de l'IBPT viseront en fait tant à combler le vide juridique créé par un arrêt d'annulation qu'à permettre à la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques de recevoir l'application voulue par le législateur. Ce pouvoir est toutefois dûment balisé, d'une part, par la nécessité pour la nouvelle décision de respecter les motifs de l'annulation de la décision initiale ainsi que le champ d'application de cette dernière et, d'autre part, par la nécessité de poursuivre au moins un des buts visés aux articles 6 à 8 de la loi du 13 juin 2005.* » (traduction libre)

Cette loi intègre un 6° à l'article 14, § 2 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, qui dispose que l'Institut «*peut procéder, en respectant les motifs de l'annulation et sans modifier l'étendue de son champ d'application, à la réfection d'une décision annulée par une autorité juridictionnelle lorsque, du fait de cette annulation, un ou plusieurs des objectifs visés aux articles 6 à 8 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ne sont plus réalisés.* »

L'Institut s'est donc vu attribuer un pouvoir de réfection rétroactive de ses décisions qui auraient été annulées par la Cour d'appel, dans les conditions imposées par la loi et dans le respect des principes généraux de droit administratif.

Dans le cas présent, les motifs d'annulation de la décision du 29 novembre 2006 par la Cour d'appel portent sur le non-respect de l'accord de coopération et un manque de motivation de certains choix méthodologiques par l'Institut dans le modèle des coûts.

L'Institut a l'intention, par le biais de la présente décision, compte tenu des motifs de l'annulation, de remplacer la décision et par la même occasion, de corriger comme il se doit la motivation des choix méthodologiques, ainsi que de respecter la procédure de l'accord de coopération entre-temps entré en vigueur.

De plus, fort de l'habilitation légale qui lui donne l'article 14, §2, 6° de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, l'Institut entend donner un effet rétroactif à la présente décision afin qu'elle puisse reprendre ses effets au 29 novembre 2006. De la sorte, l'Institut entend atteindre les objectifs fixés aux articles 6 à 8 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques et réaliser les objectifs du nouveau cadre européen de 2002<sup>8</sup>.

## **NECESSITÉ D'ADOPTER LA PRÉSENTE DÉCISION ET DE LUI DONNER UN EFFET RÉTROACTIF**

---

<sup>7</sup> Bruxelles, 7 mai 2009, 2008/AR/787, considérants 301 et 303.

<sup>8</sup> Directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques (directive "cadre") ; Directive 2002/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à l'autorisation des réseaux et de services de communications électroniques (directive "autorisation") ; Directive 2002/19/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à l'accès aux réseaux de communications électroniques et aux ressources associées, ainsi qu'à leur interconnexion (directive "accès") ; Directive 2002/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques (directive "service universel") ; Directive 2002/77/CE du 16 septembre 2002 relative à la concurrence dans les marchés des réseaux et des services de communications électroniques (directive « concurrence »).

L'article 14, §2, 6° de la loi du 17 janvier 2003 autorise l'IBPT à procéder, en respectant les motifs de l'annulation et sans modifier l'étendue de son champ d'application, à la réfection d'une décision annulée par une autorité juridictionnelle lorsque, du fait de cette annulation, un ou plusieurs des objectifs visés aux articles 6 à 8 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ne sont plus réalisés.

Dans les circonstances présentes, telles qu'elles découlent de l'arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles du 19 mai 2009, l'IBPT estime justifié de procéder à la réfection de la décision du 29 novembre 2006.

Il en va en l'espèce du maintien de la continuité du service public, qui constitue d'ailleurs une des motivations communément acceptée par la doctrine administrative pour accorder un caractère rétroactif à une décision<sup>9</sup>. Il s'agit en l'espèce de lutter contre une situation d'insécurité juridique que le principe de continuité du service public ne peut supporter.

De plus, la jurisprudence administrative consacre la faculté d'adopter une décision rétroactive lorsque celle-ci ne fait que reproduire des obligations déjà imposées par une ancienne disposition annulée, dès lors que les destinataires de cette décision ne pourraient de plaindre d'un effet de surprise, la décision annulée leur ayant déjà été appliquée avant son annulation<sup>10</sup> : le Conseil d'Etat a considéré qu'en pareil cas, l'adoption d'une décision rétroactive ne causerait pas véritablement grief et ne porterait pas atteinte à des droits acquis, puisqu'elle n'imposerait pas d'obligations réellement nouvelles.

## PROCEDURE

Dans le cadre de la réfection d'un acte administratif, l'autorité doit reprendre la procédure là où l'illégalité relevée a été commise et la corriger. Elle vérifiera aussi s'il ne convient pas d'actualiser les mesures d'instruction qui seraient entre-temps devenues périmées<sup>11</sup>.

L'article 19 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges prescrit : « Le Conseil offre à toute personne directement et personnellement concernée par une décision la possibilité d'être entendue au préalable ». La présente décision rétroactive, même si elle vise à corriger une décision annulée, n'en demeure pas moins une décision au sens de l'article 19 précité.

Dans un souci de transparence et de concertation, l'IBPT choisit de soumettre son projet de décision à la consultation du secteur, avant de soumettre la présente décision aux régulateurs communautaires selon la procédure de coopération.

Pour la facilité des personnes intéressées, l'IBPT produit en outre une version coordonnée de la décision du 29/11/2006, dans laquelle les corrections apportées correspondent aux passages surlignés en jaune.

## LISTE DES MODIFICATIONS

Les modifications apportées par la présente décision à la décision du 29 novembre 2006 sont présentées dans le tableau suivant en indiquant dans chaque cas :

---

<sup>9</sup> La doctrine française explique ce principe comme s'agissant de « combler un vide juridique résultant de l'absence d'une réglementation nécessaire pour la situation considérée » (G. VEDEL et P. DELVOLVE, *Droit administratif*, t. 1, 12<sup>e</sup> éd., Paris, P.U.F., 1992, p. 304). Le Conseil d'Etat a d'ailleurs, dans son arrêt du 28 juin 2002 Cliniques Saint-Joseph, n° 108.601 accepté la portée rétroactive d'un arrêté ministériel fixant les règles de calcul du prix de la journée d'hospitalisation, dans l'objectif d'assurer la continuité du service public. V. aussi, C.E., 22 janvier 1986, Waroquier, n° 26.107.

<sup>10</sup> Voy. en ce sens l'arrêt du Conseil d'Etat *Cliniques Saint-Joseph*, précité.

<sup>11</sup> P. GOFFAUX, *Dictionnaire élémentaire de droit administratif*, Bruxelles, Bruylant, 2006, p. 223. Voy. Egalement l'avis n° 45.526/4 de la section de législation du Conseil d'Etat

- le numéro de page et, le cas échéant, la section concernée ;
- la nature de l'adaptation : ajout, suppression, remplacement. Dans le cas d'un remplacement, le tableau indique à la fois l'ancien texte et le nouveau texte.

#### Page 13 (Coût matériel Blocks)

Ajout            Au paragraphe « Coût matériel Blocks », quatrième alinéa:  
ajouter « + » entre « LSA » et « 2/10 ».

#### Page 14 (Coût matériel Blocks)

Ajout            Dans le sous-paragraphe « Réaction de Belgacom », au premier point « Aspect de la protection », deuxième alinéa, cinquième ligne :  
ajouter « + » entre « LSA » et « 2/10 ».

#### Page 15 (Coût matériel Blocks)

Ajout            Dans le sous-paragraphe « Réaction de Belgacom », au troisième point « Complexité opérationnelle », troisième alinéa, première ligne :  
ajouter « + » entre « LSA » et « 2/10 ».

#### Page 18 (Coût matériel Blocks)

Remplacement    Le sous-paragraphe « Réaction de l'IBPT » à la p. 18 est remplacé comme suit:

##### Ancien texte

Avant d'approfondir l'argumentation susmentionnée, l'IBPT tient à d'abord souligner que le point de départ de Belgacom est erroné. Le fait de passer à un autre type de Blocks n'implique pas que tous les blocks existants doivent être remplacés. Les blocks existants fonctionnent encore parfaitement et peuvent encore durer des années, alors pourquoi un opérateur efficace voudrait-il supporter des coûts importants pour les remplacer? Il ne s'agit donc plus que du placement supplémentaire de nouveaux blocs, donc une partie de la complexité opérationnelle disparaît car par la suite il ne faut donc plus remplacer les blocs existants et le problème des différentes dimensions ne joue pas. Il ne faudra pas non plus casser de partie d'un MDF et le risque de clients mis hors service, ne se présentera pas non plus. L'utilisation d'un LSA frame permet également de connecter facilement ces blocs dans un MDF de Belgacom.

L'Institut en vient à se demander si dans le cadre de cette discussion, les blocs alternatifs peuvent être réutilisés. L'argumentation des opérateurs alternatifs a montré qu'une réponse existait aux différents problèmes de Belgacom.

Il importe également de souligner que KPN, l'opérateur historique aux Pays-Bas, utilise également les blocs proposés par l'IBPT, car cela démontre que ces blocs sont parfaitement utilisables dans un contexte MDF.

L'IBPT ne s'écartera donc pas de son opinion initiale et continuera à utiliser ces blocs pour le calcul dans son modèle des coûts.

##### Nouveau texte

**- Recherche d'une solution rentable pouvant être utilisée dans un environnement MDF**

Dans le cadre de cette discussion, l'Institut doit veiller à ce que les OLO ne soient pas lésés par les choix de Belgacom. Même dans une situation où Belgacom exécute toutes les

opérations pour les OLO de la manière la plus efficace possible et en utilisant les matériaux les plus rentables, les OLO sont tout de même pénalisés financièrement par comparaison à Belgacom. Il y a tout simplement trop d'opérations « supplémentaires » qui doivent être exécutées par comparaison à ce que Belgacom doit faire pour sa propre offre. Il s'agit-là d'une discrimination réelle, effective, qui est impossible à éliminer si l'on accepte que Belgacom puisse récupérer ses coûts. C'est pourquoi l'IBPT doit veiller à ce que ces opérations « supplémentaires » qui doivent être exécutées, le soient de la manière la plus rentable possible même si cela implique que Belgacom doit déroger à certaines habitudes. Tout comme pour les splitter racks, les OLO dont le droit de demander à Belgacom d'utiliser pour leurs demandes le produit le plus rentable, techniquement équivalent à ce que Belgacom utilise elle-même. Il s'agit en effet de matériel que les OLO achètent pour leur usage propre.

Dans le cadre de cette discussion, l'Institut doit donc se demander si les blocs alternatifs peuvent être utilisés. L'argumentation des opérateurs alternatifs a montré qu'une réponse existait aux différents problèmes de Belgacom. Il importe également de souligner que KPN, l'opérateur historique aux Pays-Bas, utilise également les blocs proposés par l'IBPT (voir annexe 3 confidentielle), car cela démontre que ces blocs sont parfaitement utilisables dans un contexte MDF et qu'ils n'engendrent pas de complexité opérationnelle insurmontable (comme Belgacom le prétend) dans un environnement MDF où il y a des millions de connexions et nécessitant des dizaines d'interventions par jour.

Dans les grandes lignes, les situations belge et néerlandaise se ressemblent. La grande différence est qu'il n'y a pas de blindage aux Pays-Bas. KPN n'a jamais vu l'utilité de placer un tel blindage coûteux malgré le fait que des équipements actifs sont placés dans le MDF. Le fait que KPN ne rencontre pas de problèmes opérationnels sans cette protection montre que celle-ci n'est pas strictement nécessaire et peut être supprimée.

Les blocs sur lesquels l'IBPT se base pour calculer les coûts sont aussi utilisés par les OLO dans l'espace de colocalisation, ce qui démontre également qu'ils conviennent parfaitement en matière d'accès dégroupé à la boucle locale.

L'exigence d'orientation en fonction des coûts implique l'obligation d'efficacité économique et suppose que, à qualité égale ou à avantages égaux, le régulateur, à l'occasion du contrôle des prix, prenne en considération les coûts des équipements les moins onéreux. La Cour d'appel a déjà jugé<sup>12</sup> que l'article 13, 3 de la directive accès impose à l'opérateur concerné de « prouver que les redevances sont déterminées en fonction des coûts » et que « les principes d'orientation sur les coûts et d'interdiction de subventions croisées impliquent que les utilisateurs ne doivent payer que les services auxquels ils ont accès » ; ou encore : « les opérateurs alternatifs ne doivent payer que ce qu'ils utilisent ». En l'espèce, s'il apparaît que les blocs LSA sont techniquement satisfaisants, il n'est pas justifié de se baser sur le coût des MDF 71, même si, historiquement, Belgacom a choisi de s'équiper en MDF 71. Il en va d'autant plus ainsi que les opérateurs alternatifs n'ont pas « le choix des infrastructures techniques qu'ils souhaitent utiliser ».

Sur la base des informations disponibles, l'Institut voit suffisamment de raisons pour justifier l'utilisation d'une technologie alternative comme base pour la détermination des coûts efficaces.

- En ce qui concerne la protection, il est clair, sur la base des exemples des OLO en Belgique et KPN aux Pays-Bas, que le blindage des jumpers n'est pas nécessaire pour le service DSL;
- Les blocs sur lesquels l'IBPT s'est basé sont couramment utilisés dans toute l'Europe
- Les blocs sur lesquels l'Institut se base ne présentent pas de complexité

---

<sup>12</sup> Bruxelles, 11 mai 2007, RG 2007/AR/3048, considérants 22 et 25

insurmontable; ils sont utilisés au moins depuis 1990 aux Pays-Bas pour des millions de connexions et il y a des dizaines d'interventions par jour sur ces blocks.

Se basant sur un modèle de coûts de type bottom-up et sur le concept d'un opérateur efficace, l'IBPT exerce sa mission de contrôle des prix en prenant en considération le comportement d'un nouvel entrant efficace qui prestera le service d'accès à la boucle locale au moindre coût et qui utiliserait donc des blocks de type LSA, puisque ceux-ci permettent de fournir cette prestation.

#### **- L'impact opérationnel des différents types de blocks**

Avant d'approfondir l'argumentation susmentionnée, l'IBPT tient à d'abord souligner que le point de départ de Belgacom est erroné. Le fait de passer à un autre type de Blocks n'implique pas que tous les blocks existants doivent être remplacés. Les blocks existants fonctionnent encore parfaitement et peuvent encore durer des années, alors pourquoi un opérateur efficace voudrait-il supporter des coûts importants pour les remplacer? Il ne s'agit donc plus que du placement supplémentaire de nouveaux blocs, donc une partie de la complexité opérationnelle disparaît car par la suite il ne faut donc plus remplacer les blocs existants et le problème des différentes dimensions ne joue pas. Il ne faudra pas non plus casser de partie d'un MDF et le risque de clients mis hors service, ne se présentera pas non plus. L'utilisation d'un LSA frame permet également de connecter facilement ces blocs dans un MDF de Belgacom.

En ce qui concerne la non utilisation de prix LSA pour les blocs de 100 paires, l'Institut ne voit pas de raison pour laquelle le choix d'un produit déterminé pour les blocs de 48 paires doit automatiquement engendrer l'utilisation du même produit ou d'un produit du même fournisseur pour les blocs de 100 paires. Dans la situation actuelle chez Belgacom, il s'agit également de produits de caractéristiques et de dimensions différentes. Le fait qu'il s'agisse ou non du même fournisseur n'a aucune importance.

Le fait qu'ils soient du même fournisseur fait toutefois qu'ils se ressemblent davantage. Cependant, l'utilisation de ces blocs est totalement indépendante. Le choix d'un type A ou B pour les blocs de 48 paires n'influence en aucune manière l'installation des blocs de 100 paires. Vu les différences de dimension, ils sont d'ailleurs généralement regroupés par type sur les supports.

La manière dont le câble ou jumper sera fixé sur le bloc différera naturellement selon le type mais cela peut difficilement être qualifié de point de rupture. Sur le plan opérationnel, c'est peut-être un peu plus complexe étant donné que certaines procédures doivent être adaptées, mais il est techniquement possible de fixer de nouveaux blocs à un endroit quelconque d'un MDF en ajoutant par exemple un support.

Il est exact qu'un opérateur efficace ne va pas commencer à utiliser de nouveaux types de matériaux à tout bout de champ. D'autre part, nous devons également mettre en doute l'assertion de Belgacom selon laquelle, à partir du moment où un choix a été fait pour un type déterminé, il ne faut plus le remettre en question.

Belgacom conserve bien entendu le droit de décision final pour ce qui est du choix final du matériel utilisé, mais les éventuels surcoûts qui en résultent ne peuvent pas être à charge de l'autre opérateur. Belgacom n'est pas non plus tenue de remplacer les blocs existants par des blocs LSA. Ils sont utilisables conjointement (ou compatibles), puisque les tie cables, relient les blocks des OLOs (qui sont de type LSA) à ceux de Belgacom. Ils fonctionnent donc ensemble.

Même si Belgacom utilisait parallèlement les deux types de blocks, il n'est pas certain que les coûts opérationnels et logistiques de Belgacom augmenteraient. Compte tenu des remarques des OLO à ce sujet, les blocs LSA seraient plus simples sur le plan opérationnel:

Les blocs de connexion LSA sont plus faciles à installer, utilisent mieux l'espace disponible, peuvent effectuer davantage de connects/disconnects par contact, sont plus faciles à transporter et à entretenir.

Voici un exemple : Si sur un bloc de connexion de 100 ou 48 paires Siemens, un ou plusieurs contacts sabres sont endommagés, le bloc complet doit être déconnecté et recâblé. La technologie LSA permet de ne déconnecter et de ne recâbler que 10 paires.

## Page 22 (Voies de recours)

Remplacement Le paragraphe « Voies de recours » à la p. 22 est remplacé comme suit:

### Ancien texte

Conformément à la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, vous disposez de la possibilité d'interjeter appel à l'encontre de cette décision, devant la Cour d'appel de Bruxelles, 1, Place Poelaert, B-1000 Bruxelles, endéans les soixante jours après sa notification. L'appel est formé 1° par acte d'huissier de justice signifié à partie; 2° par requête déposée au greffe de la juridiction d'appel en autant d'exemplaires qu'il y a de parties en cause; 3° par lettre recommandée à la poste envoyée au greffe; 4° par conclusions à l'égard de toute partie présente ou représentée à la cause. Hormis les cas où il est formé par conclusions, l'acte d'appel contient, à peine de nullité les mentions de l'article 1057 du code judiciaire.

### Nouveau texte

Conformément à la loi du 17 janvier 2003 concernant les recours et le traitement des litiges à l'occasion de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et télécommunications belges, vous avez la possibilité d'interjeter appel de cette décision devant la Cour d'appel de Bruxelles, Place Poelaert 1, B-1000 Bruxelles. Les recours sont formés, à peine de nullité prononcée d'office, par requête signée et déposée au greffe de la Cour d'appel de Bruxelles dans un délai de soixante jours à partir de la notification de la décision ou à défaut de notification, après la publication de la décision ou à défaut de publication, après la prise de connaissance de la décision.

La requête est déposée au greffe de la juridiction d'appel en autant d'exemplaires qu'il y a de parties en cause. La requête contient, à peine de nullité, les indications de l'article 2, §2, de la loi du 17 janvier 2003 concernant les recours et le traitement des litiges à l'occasion de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et télécommunications belges.

## Annexe « Blocks & tie cables tariff »

Remplacement A l'annexe « Blocks & Tie cables tariff», le titre est remplacé comme suit :

### Ancien titre

Blocks & tie cables tariff

### Nouveau titre

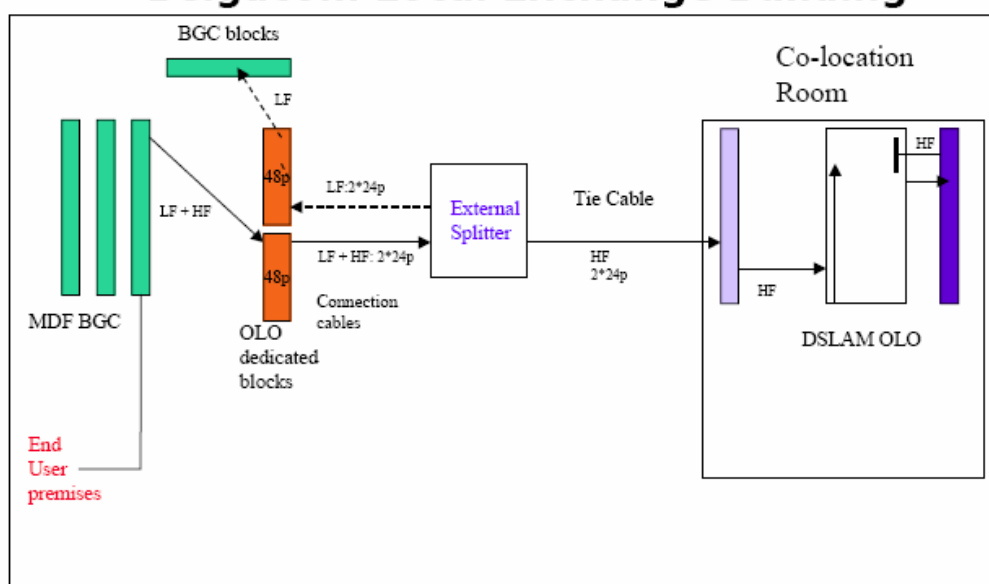
**ANNEXE 1: TARIFS BLOCKS & Tie Cables**

## **NOUVELLE ANNEXE 2 « SCHEMA TIE CABLES »**

Ajout L'annexe suivante est ajoutée après l'annexe 1 «TARIFS BLOCKS & Tie Cables »:

**ANNEXE 2: SCHEMA Tie Cables**

## Belgacom Local Exchange Building



OLO dedicated blocks: blocs installés dans le MDF de Belgacom à l'usage des OLO et faisant partie de la décision

Connection cables et Tie cable : câbles faisant partie de la décision

External splitter : splitter à l'usage des OLO et fournis par Belgacom

MDF BELGACOM et BELGACOM blocks : blocs horizontaux et verticaux de Belgacom non inclus dans la décision car financé par la location de la paire de cuivre

Co-location room : salle dans laquelle se trouvent tous les équipements installés par l'OLO lui-même

### NOUVELLE ANNEXE **CONFIDENTIELLE** 1 : « MOTIVATION DES TARIFS DES BLOCKS ET TIE CABLES »

Ajout L'annexe suivante confidentielle est ajoutée après l'annexe 2 « Schema Tie Cables » :  
**ANNEXE CONFIDENTIELLE 1 : Motivation des tarifs des Blocks et Tie cables**  
 Confidentiel pour les OLO (Pas pour Belgacom)

### NOUVELLE ANNEXE **CONFIDENTIELLE** 2 : « ANALYSE DE L'UPLIFT POUR LES BLOCKS & TIE CABLES »

Ajout L'annexe confidentielle suivante est ajoutée après l'annexe confidentielle 1 : « Motivation des tarifs des Blocks et Tie cables » :

## Annexe confidentielle 2 : Analyse de l'uplift pour les blocks & tie cables

Confidentiel pour les OLO (Pas pour Belgacom)

## NOUVELLE ANNEXE CONFIDENTIELLE 3 « SITUATION AUX PAYS-BAS »

### Ajout

L'annexe confidentielle suivante est ajoutée après l'annexe confidentielle 2 : « Analyse de l'uplift pour les blocks & tie cables » :

### **Annexe confidentielle 3: Situation aux Pays-Bas**

Confidentiel pour Belgacom et les OLO (Pas pour KPN)

Pour la facilité des personnes intéressées, l'IBPT produit en outre une version coordonnée de la décision du 29/11/2006, dans laquelle les corrections apportées correspondent aux passages surlignés en jaune.

## DECISION

Après avoir dûment considéré les points de vue des parties concernées, tels que ceux-ci sont exprimés dans leur correspondance ou lors de réunions d'une part, et d'autre part, les objectifs généraux du cadre réglementaire en matière de promotion de la concurrence, d'efficacité économique et de défense des intérêts des consommateurs, l'Institut adopte la décision suivante :

1. La décision du 29 novembre 2006 est adaptée comme décrit dans la présente décision rétroactive.
2. Ces modifications prennent effet rétroactivement à la date du 29 novembre 2006.

## VOIES DE RECOURS

Conformément à la loi du 17 janvier 2003 concernant les recours et le traitement des litiges à l'occasion de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et télécommunications belges, vous avez la possibilité d'interjeter appel de cette décision devant la Cour d'appel de Bruxelles, Place Poelaert 1, B-1000 Bruxelles. Les recours sont formés, à peine de nullité prononcée d'office, par requête signée et déposée au greffe de la Cour d'appel de Bruxelles dans un délai de soixante jours à partir de la notification de la décision ou à défaut de notification, après la publication de la décision ou à défaut de publication, après la prise de connaissance de la décision.

La requête est déposée au greffe de la juridiction d'appel en autant d'exemplaires qu'il y a de parties en cause. La requête contient, à peine de nullité, les indications de l'article 2, §2, de la loi du 17 janvier 2003 concernant les recours et le traitement des litiges à l'occasion de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et télécommunications belges.

A. DESMEDT  
Membre du Conseil

C. CUVELLIEZ  
Membre du Conseil

C. RUTTEN  
Membre du Conseil

L. HINDRYCKX  
Président du Conseil

## ANNEXE: VERSION ADAPTEE DE LA DECISION DU 29 NOVEMBRE 2006

**BIJLAGE 1: OFFICIEUZE GECOÖRDINEERDE VERSIE REKENING  
HOUDEND MET DE WIJZIGINGEN AANGENOMEN IN HET VERNIEUWINGSBESLUIT VAN  
XXX**



**BELGISCH INSTITUUT VOOR POSTDIENSTEN EN  
TELECOMMUNICATIE**

---

**BESLUIT VAN DE RAAD VAN HET BIPT  
VAN 29 NOVEMBER 2006  
MET BETREKKING TOT  
BLOCKS & TIE CABLES TARIEVEN**

**PUBLIEKE VERSIE**

# Inhoudsopgave

SITUERING .....	3
NIEUWIGHEDEN T.O.V. HET vroegere aanbod.....	4
1. SCHAALVOORDELEN .....	4
2. OLO DELIVERED TIE CABLE .....	6
3. LEVERTERMIJN.....	6
4. 96- PAAR KABELS.....	7
KOSTENBEPALING.....	7
LENGTES VAN DE TIE CABLES.....	11
MATERIAALKOST BLOCKS .....	13
UPLIFT VOOR BLOCKS EN TIE CABLES.....	20
OPERATIONELE EN LOGISTIEKE KOSTEN .....	21
BESLUIT .....	22
BEROEPSMOGELIJKHEDEN.....	23
BIJLAGE 1: TARIEVEN BLOCKS & Tie Cables.....	24
BIJLAGE 2: SCHEMA Tie Cables.....	25
CONFIDENTIELE BIJLAGE 1: Motivering van de tarieven voor Blocks en Tie cables.....	25
Confidentiële bijlage 2 – Analyse van de uplift voor blocks & tie cables.....	25
Confidentiële bijlage 3 – Situatie Nederland.....	25

## SITUERING

Dit besluit heeft tot doel de prijzen vast te leggen voor de aspecten blocks en tie cables van het BRUO-referentieaanbod. Een aantal juridische en markt-economische redenen worden hieronder samengevat die aanleiding gegeven hebben tot deze tariefherziening.

Op 18 oktober 2004 heeft Belgacom beroep aangetekend tegen het Besluit van de Raad van het BIPT van 31 augustus 2004 betreffende het BRUO referentieaanbod 2004 en in het bijzonder de tarieven voor tie cables en splitters. Dit besluit werd vernietigd door het arrest van het hof van beroep van 15 juni 2006<sup>1</sup> omdat het BIPT de verplichting tot confidentialiteit schond.

Het besluit van 13 maart 2006 betreffende tie cables tarieven in het BRUO-aanbod 2006 werd eveneens vernietigd door het arrest van 20 oktober 2006 aangezien de kostenstructuur die door het BIPT gebruikt werd dezelfde was als die van de 2004 en 2005 beslissing. Enkel de bedragen werden volgens het hof van beroep geactualiseerd. Aangezien de beslissing van 13 maart 2006 gebaseerd is op een onbestaande inhoud, een vernietigde beslissing<sup>2</sup>, werd ook dit besluit door het hof van beroep vernietigd.

De afgelopen maanden heeft het BIPT als reactie op de arresten van 12 mei 2006<sup>3</sup>, 15 juni 2006 en 20 oktober 2006 een nieuwe methodologie voor het kostenmodel uitgewerkt. Als een gevolg van de rechtspraak van het hof van beroep heeft deze beslissing naast een publiek gedeelte ook een confidentiële bijlage waarin het Instituut een aantal kostelementen behandelt die door Belgacom als vertrouwelijk bestempeld worden.

Het hof van beroep heeft zich op 15 juni 2006 en 20 oktober 2006 echter niet uitgesproken over de tarieven die Belgacom zou mogen hanteren of de kostenoriëntering van de door Belgacom voorgestelde tarieven, maar enkel de BIPT beslissing wegens procedurefouten vernietigd. Hierdoor bestaat er binnen de sector onduidelijkheid over welke tarieven aangerekend moeten worden, aangezien de vroegere kostenmodellen van het Instituut aantoonde dat de tarieven van Belgacom inzake tie-cabling niet kostengeoriënteerd zijn en Belgacom de verplichting tot kostoriëntatie heeft.

Met deze nieuwe beslissing wil het BIPT een einde maken aan de heersende onduidelijkheid in de sector. Het BIPT heeft op basis van een nieuw bottom-up model de kostgeoriënteerde tarieven bepaald, waaruit blijkt dat de door Belgacom voorgestelde tarieven inzake tie-cabling die deel uitmaakten van haar referentieaanbod BRUO niet kostengeoriënteerd zijn.

Naast de juridische aspecten kan een herziening van de tie-cables ook een belangrijke impuls geven aan de operatoren die in ontbundelde toegang tot de lokale lus willen investeren. De afgelopen maanden kreeg het BIPT van verschillende BRUO-operatoren signalen dat de prijzen voor tie-cables veel te hoog liggen en een drempel vormen om grote investeringen in BRUO te doen. Het BIPT gelooft in het principe van de "ladder of investment". Door de kostefficiëntie van de tie-cables tarieven te herbekijken, wil het BIPT de markt voldoende kansen geven om te stijgen op de 'ladder of investment'. Dit laat hen toe het productaanbod verder te diversifiëren en leidt op termijn tot lagere eenheidskosten eens een kritieke drempel van gebruikers is bereikt.

Vooraleer dit besluit aan de markt ter raadpleging werd voorgelegd, heeft het BIPT de verschillende marktspelers geconsulteerd om deze beslissing voldoende te onderbouwen.

Belgacom heeft op 18 augustus 2006 tijdens een vergadering met het BIPT haar bestaande tariefvoorstel uit 2005 toegelicht. In haar brief van 11 september 2006 heeft Belgacom bepaalde aspecten verder verduidelijkt.

In haar brief van 6 oktober 2006 heeft het BIPT aan Belgacom gevraagd om voor 18 oktober 2006 een nieuw tariefvoorstel over te maken aangezien het Instituut binnen een korte termijn een nieuwe ontwerpbeslissing wilde lanceren om een einde te maken aan de onzekerheid die ontstaan is door het Arrest van het hof van beroep van 15 juni 2006.

---

<sup>1</sup> Brussel, 15 juni 2006, *op. cit.*, p. 22, al. 1.

<sup>2</sup> Brussel, 20 okt. 2006, R.G. 2006/AR/1339, p. 3, nr. 3.

<sup>3</sup> Brussel, 12 mei 2006, 2004/AR/174.

Belgacom heeft op 18 oktober 2006 een nieuw tariefvoorstel overgemaakt, dat op 19 oktober mondeling toegelicht werd. In de brief van 27 oktober 2006 verstrekt Belgacom nog bijkomende informatie over dit tariefvoorstel.

Ondertussen heeft het BIPT op 28 juli 2006 en 28 september 2006 aan de BRUO-operatoren ook een aantal vragen gesteld om bepaalde kostenelementen te kunnen kwantificeren d.m.v. prijssoffertes.

Op 7 november 2006 lanceert het BIPT een raadpleging omtrent de nieuwe blocks en tie-cables prijzen. Belgacom vraagt hieromtrent verduidelijking in haar e-mail van 14 november en haar schrijven van 17 november 2006. Het BIPT antwoordt op 17 november en maakt via e-mail het kostenmodel aan Belgacom over.

Op 23 november 2006 loopt de raadpleging ten einde en ontvangt het BIPT reacties van Belgacom, Scarlet, Tele2/Versatel, Mobistar en het Platform. Het BIPT verwerkt de commentaar in het definitieve besluit dat U hieronder terugvindt.

Op uitnodiging van Belgacom bezoekt het Instituut op 24 november 2006 een verdeler, waar Belgacom de structuur en de organisatie van een (hoofd)verdeler of MDF (Main Distribution Frame) uitlegt.

## **NIEUWIGHEDEN T.O.V. HET VROEGERE AANBOD**

Belgacom heeft in haar tariefvoorstel van 18 oktober 2006 een aantal belangrijke aanpassingen doorgevoerd tegenover het bestaande referentieaanbod:

1. Het invoeren van schaalvoordelen
2. Het verdwijnen van de OLO delivered tie cable
3. De leveringstermijn werd verhoogd
4. Het invoeren van 96-paar kabels

Deze nieuwigheden worden hieronder kort toegelicht.

### **1.     SCHAALVOORDELEN**

De belangrijkste wijziging voorgesteld door Belgacom in vergelijking met de vorige tariefstructuur houdt in dat de tarieven nu opgesplitst zijn in een gedeelte vaste kosten en een gedeelte variabele kosten. Hierdoor wordt het mogelijk een zekere prijsvermindering te bekomen indien meerdere producten gelijktijdig besteld worden voor éénzelfde locatie. De alternatieve operatoren kunnen dus genieten van schaalvoordelen.

Volgens Belgacom laat de toegenomen ervaring bij zowel Belgacom als de Begunstigden een efficiënter proces toe, dat leidt tot een prijsreductie. Dankzij de opgebouwde ervaring kunnen bijvoorbeeld de meeste kabeltesten en officiële opleveringen voor begunstigden met een zekere ervaring veel sneller worden afgerond dan vroeger.

Er wordt dus een nieuwe tariefstructuur voorgesteld die, per bestelling van een product voor een bepaalde locatie, de volgende tariefcomponenten omvat (de omschrijvingen worden hier overgenomen van de tarieftabel die te vinden is achteraan deze tekst):

#### 100p block / 48p block

Dit is een vast bedrag per type *block* dat noodzakelijk is voor de installatie. Dit tarief omvat de kosten voor materieel, overhead, installatie en aansluiting van de kabel op de *block*. De totale kost is functie van het aantal *blocks* dat nodig is voor de installatie van de *tie cable*.

#### Testing 24p / 96p / 100p cable

Een tarief voor het testen van de kabel. Dit is een vast bedrag per type kabel dat noodzakelijk is voor de installatie. Dit wordt als een apart tarief gehouden omdat dit onafhankelijk is van de lengte van de kabel. De totale kost is functie van het aantal kabels dat nodig is voor de installatie.

#### Logistic cost

Dit is een tarief voor de logistieke kosten. Dit heeft in hoofdzaak betrekking op de kosten die gepaard gaan met de aanmaak van de kabels en de levering van de kabels op de installatiesite. Dit is een vast bedrag, ongeacht het type kabel, maar dat wordt aangerekend per lengte kabel van maximaal 250 meter. Deze lengte van 250m heeft te maken met de praktische realiteit van de kabelhaspels die voor 100-paar en 96-paar kabels worden gebruikt. Deze grens ligt op 1.000m voor de 24-paar kabels. Het Instituut gaat er echter van uit dat, gezien de beschikbaarheid van het 96-paar aanbod, dit type kabel enkel nog zal besteld worden voor de locaties met weinig gebruikers en bijgevolg is het onwaarschijnlijk dat dit type kabel zal besteld worden in hoeveelheden die 250m overschrijden.

#### Logistic cost per additional 250m

Dit tarief dient opnieuw betaald voor elke (onvolledige) additionele lengte van 250m kabellengte. Telkens de lengte van 250m wordt overschreden dienen immers additionele transportacties in rekening gebracht.

#### Fixed operational cost per order

Dit is een tarief voor de operationele kosten. Dit zijn alle kosten die te maken hebben met de verwerking van de bestelling, de communicatie met de OLO, de planning van de werken, de noodzakelijke controles en eventuele aanpassingen, de documentatie van de uitgevoerde werken, enz.

Dit is een bedrag per bestelling van identieke kabels voor éénzelfde locatie dat licht wijzigt i.f.v. het aantal kabels dat besteld wordt.

#### Official cable delivery

Dit is het tarief voor de eigenlijke overdracht van de kabel aan de OLO. Dit is een bedrag per bestelling van identieke kabels voor éénzelfde locatie dat licht wijzigt i.f.v. het aantal kabels dat besteld wordt.

#### Cost per m cable (max unique length 250m)

Dit is een tarief per meter kabel dat besteld wordt.

#### Additional cost for Distant Co-location

Dit zijn de bijkomende kosten indien men opteert voor *Distant Co-location*. Deze kost is voor de bijkomende *blocks* die in dergelijke situatie nodig zijn.

### **Reacties in het kader van de raadpleging**

Het Platform merkt op dat door het aanrekenen aan de OLO van een one-by-one kost voor grote tie-cabling bestelling, Belgacom zijn verplichting tot kostenoriëntatie in het recente verleden niet is nagekomen.

Het Platform ondersteunt het voorstel van Belgacom om de kosten op de volledige bestelling voor eenzelfde locatie - en zo de schaalvoordelen bij gelijktijdige bestelling van meerdere producten op eenzelfde locatie - in rekening te brengen. Gelijkaardige schaalvoordelen kunnen zich voordoen als meerdere begunstigden op één locatie een onderling gecoördineerde bestelling plaatsen. Een begunstigde die een bestelling van blokken en tie-kabels voor een bepaalde locatie wil plaatsen, kan een dergelijke gecoördineerde bestelling initiëren door andere begunstigden actief op die locatie uit te nodigen een gezamenlijke bestelling te plaatsen. Gezien het mogelijks confidencieel karakter kan een begunstigde niet verplicht worden tot coördinatie uit te nodigen.

Het Platform vraagt dat het BIPT bevestigt dat in dergelijk geval de schaalvoordelen gekoppeld aan de totale gecoördineerde bestelling van toepassing zijn. Het schaalvoordeel kan pro rata van de verschillende kostveroorzakers verdeeld worden over de coördinerende begunstigden.

Scarlet vindt dat de schaalvoordelen ook moeten gelden voor verschillende producten die gelijktijdig op eenzelfde locatie besteld worden. Bijvoorbeeld voor een bestelling van tie cables voor 3 keer 96 paar raw copper type 2 en 1 keer 96 paar shared pair in een LEX moet dan slechts één keer de logistieke kost (<250m) aangerekend worden. Van de verschillende kostcomponenten kan best het vast en het variabel deel duidelijk vermeld worden. Dit betekent de vermelding van de coëfficiënten a en b in de formule  $ax+b$  samen met de eenheid voor x.

### **Reactie BIPT**

Het BIPT bevestigt dat er ook schaalvoordelen aanwezig zijn als er meerdere BRUO-operatoren op dezelfde plaats hetzelfde type tie-cable bestellen. Belgacom moet dan ook samen met de alternatieve operatoren een operationeel proces uitwerken, waarbij op initiatief van de OLO een gezamenlijke bestelling kan geplaatst worden.

De schaalvoordelen voor het bestellen van verschillende producten is echter miniem omdat die afzonderlijk uit het magazijn gehaald moeten worden en ook niet allemaal op dezelfde kabelhaspel geplaatst kunnen worden, waardoor die producten afzonderlijk vervoerd moeten worden. Het Instituut is dan ook gezien de zware complexiteit en de minimale voordelen geen voorstander om de schaalvoordelen voor het bestellen van verschillende producten in rekening te brengen.

## **2. OLO DELIVERED TIE CABLE**

Een tweede wijziging in het tariefvoorstel van Belgacom bestaat er in dat er niet langer de optie is voorzien waarbij de OLO zelf de *tie cable* aanlevert.

Het Instituut stelt vast dat deze optie in het verleden nooit is gebruikt en is van mening dat de hieraan gekoppelde operationele procedures onvoldoende toelaten om dit te vertalen in een kostefficiënt aanbod voor de OLO. Het Instituut stelt daarom voor deze optie uit het referentieaanbod te verwijderen.

### **Reacties in het kader van de raadpleging**

De alternatieve operatoren merken op dat deze optie overladen is met procedures zodat die onmogelijk kostenefficiënt kan zijn. De reden voor de vraag naar deze optie indertijd lag hem in de veel te duur aangerekende kabels. In de mate dat de aangerekende kosten voor deze kabels representatief zijn voor de kosten van een efficiënte operator, zowel wat kost per meter, aangerekende afstand als behandelingskosten betreft, verdwijnt de bestaansreden van deze optie en heeft het Platform geen bezwaren bij de verwijdering van deze optie uit het referentieaanbod. In dit geval moet natuurlijk deze vereenvoudiging van het referentieaanbod de kosten van het referentieaanbod verlagen.

Het Platform pleit voor het weghalen van de optie dat de OLO tie-kabel levert, maar vraagt wél de optie dat de OLO's zijn eigen splitters kan leveren in de daarvoor voorziene splitter racks en ook zijn eigen DSLAM splitters. Dergelijke opties zijn natuurlijk geen standaard oplossing, niet alle OLO's wensen immers hun eigen splitters of DSLAM met Splitters. Het gebruik van eigen splitters kan ook een impact hebben op de demarcatie van verantwoordelijkheden tussen Belgacom en de OLO voor de Spraakdienst. Een dergelijke optie blijft dus een keuze voor de OLO.

### **Reactie BIPT**

Het BIPT schrapt op vraag van Belgacom en met goedkeuring van alle Begunstigden de OLO delivered tie-cable uit het BRUO-aanbod.

Het BIPT zal de door de alternatieve operatoren aangehaalde problematiek omtrent splitters regelen in het kader van de toekomstige BRUO-aanpassingen.

## **3. LEVERTERMIJN**

In haar nieuw tariefvoorstel van 18 oktober 2006 meldt Belgacom dat het nieuwe model uitgaat van de verlenging van de besteltermijn van 15 werkdagen tot minstens 2 maanden en rekening houdt met de hierdoor veroorzaakte verlaging van de planningskosten door de efficiëntere organisatie die mogelijk is en de afgenomen tijd nodig voor het plannen en opvolgen van de installaties. Belgacom wil BRUO bij zijn komende herziening in die zin aanpassen.

### **Reacties in het kader van de raadpleging**

Belgacom beklemtoont dat hoe meer parameters gekend zijn op voorhand, hoe efficiënter heel het planningsproces kan verlopen. 15 werkdagen is enkel mogelijk indien een dergelijke bestelling op een absoluut prioritaire manier behandeld wordt. Dit betekent dan ook dat niet het gewone planningsproces gevolgd kan worden, wat maakt dat meer mensen dan gewoonlijk bij de planning

betrokken moeten worden en dat de inspanning voor het beheer en de opvolging van dit proces groter is.

Het Platform stelt vast dat uitgegaan is van een oplevertermijn van minstens 2 maanden. Terwijl die momeneel maximum 15 werkdagen als er voldoende vloeroppervlakte, kabelgoten en plaats op de MDF beschikbaar is en maximum 40 werkdagen in de andere gevallen als er geen gebouwen moeten aangepast worden.

Het Platform aanvaardt dat een leveringstermijn van minimum 2 maanden noodzakelijk is voor grote niet-geforecaste tie-cable bestelling, verspreid over verschillende LEX. Er is echter geen enkele reden om de huidige leveringstermijnen van 15 werkdagen voor tie-cable te verhogen voor een eenvoudige uitbreidingsbestelling (bv voor 4\*96 Raw Copper, 4\*96 Shared Pair Tie-cabling in een specifieke LEX). Het Platform vraagt zich af wat de kostenbesparing is bij het verlengen van de oplevertermijn naar minstens 2 maanden.

Een Begunstigde merkt op dat een levertermijn van 15 werkdagen noodzakelijk is om competitief te blijven. Het is heel moeilijk de marktvaart per LEX met volledige nauwkeurigheid in te schatten bij het lanceren van een promotionele campagne. Het moet dan ook mogelijk blijven om binnen de 15 werkdagen een kleine uitbreiding te bestellen om extra klanten voldoende snel te kunnen aansluiten.

### **Reactie BIPT**

Het BIPT merkt op dat Belgacom de mogelijkheid van een levertermijn van 15 werkdagen voor eenvoudige uitbreidingen moet behouden zodat de alternatieve operatoren voldoende competitief promotionele campagnes kunnen lanceren en aan de marktvaart kunnen voldoen.

Het Instituut is er niet van overtuigd dat er tussen het leveren binnen 15 werkdagen of 2 maanden serieuze prijsverschillen optreden. Indien dit wel het geval zou zijn, kan in het kader van de amendementen aan het BRUO voorstel een extra surplus voor de levering binnen 15 werkdagen overwogen worden.

## **4. 96-PAAR KABELS**

Belgacom laat in haar nieuwtariefvoorstel voor het eerst het gebruik van 96-paar kabels toe voor de Raw Copper Type 2 en voor de Shared Pair installaties. Dit zijn kabels die samengesteld zijn uit 4 kabels van 24 paar. Dit zorgt voor een belangrijke efficiëntiewinst aangezien er bij de installatie slechts één, weliswaar dikkere, stijvere en zwaardere kabel moet geplaatst worden in plaats van vier.

## **KOSTENBEPALING**

Bij de bepaling van deze tarieven heeft het Instituut zich in grote mate gebaseerd op het door Belgacom aangeleverde tariefvoorstel en de daarbij horende kostenstructuur die in haar motivering werd opgenomen. Zoals in het verleden heeft het Instituut zich bij de beoordeling van dit tariefvoorstel laten leiden door de volgende overwegingen:

- De tarieven moeten op kosten gebaseerd zijn zodat aan de SMP de mogelijkheid wordt gegeven op voldoende wijze een vergoeding te krijgen voor zijn handelingen en mogen geen bijkomende financiële risico's introduceren;
- De tarieven mogen niet discriminerend zijn t.o.v. de diverse partijen en mogen niet marktverstoring werken;
- De tarieven moeten representatief zijn voor de kosten die gemaakt worden door een efficiënte operator.

Het Instituut moet er bijgevolg niet enkel over waken dat de SMP voldoende wordt vergoed voor de door hem gedane investeringen, maar ook dat de gemaakte kosten inderdaad representatief zijn voor de handelswijze van een efficiënte operator. Indien dit laatste niet het geval is, dan is het de plicht van het Instituut om via de tarieven enkel een vergoeding te geven aan de SMP voor de kosten die gepaard gaan met een efficiënte beleidsvoering.

Dit betekent echter niet dat er aan de SMP wordt opgelegd om bepaalde technologische of operationele keuzes te wijzigen. De SMP blijft de eigen keuzevrijheid behouden. Indien hij dus van mening is dat een alternatieve keuze hem een functioneel, competitief, operationeel of kwalitatief voordeel biedt in vergelijking met de "efficiënte *best practice*", dan kan de SMP vrijelijk voor deze keuze opteren. Hij moet er zich echter van bewust zijn dat in dergelijke situatie hijzelf de financiële kost voor deze bijkomende waarde dient te dragen en dat deze niet kan opgelegd of overgedragen worden aan de OLO's.

Het Instituut heeft derhalve het door Belgacom voorgelegde kostenvoorstel en de daarbij horende motivering grondig geanalyseerd en heeft deze informatie geconfronteerd met de informatie die werd aangeleverd tijdens de raadplegingronde.

Een aantal punten verdienen daarbij enige bijkomende aandacht of verduidelijking.

### **Reactie Belgacom**

Het arrest van het hof van beroep van 12 mei 2006 geeft een toelichting bij de verplichting tot kostenoriëntatie van het referentieaanbod<sup>4</sup>. De elfde overweging van de Europese Verordening n° 2887/2000 preciseert dat "Regels voor de tarifiering moeten zo zijn dat de aanbieder van het aansluitnetwerk de desbetreffende kosten kan dekken en een redelijk rendement kan hebben, zodat hij voor een langetermijnontwikkeling en modernisering van de infrastructuur voor de lokale toegang kan zorgen.". Het arrest van het hof van beroep verduidelijkt: "L'instauration de conditions égales de concurrence ... suppose une structure de coûts objective et transparente, fondée sur les coûts réels." (onze onderlijning).

Bij de beoordeling van een tariefvoorstel voor een BRUO referentieaanbod dient het Instituut dus uit te gaan van de huidige reële kostenstructuur van Belgacom. De beoordeling van de efficiëntie dient te geschieden in de reële operationele context van Belgacom. De door Belgacom aangerekende kosten voor een dienstverlening in het kader van het BRUO referentieaanbod dienen gebaseerd te zijn op de kosten voortvloeiend uit een efficiënt proces. Dat efficiënte proces is het meest aangewezen proces in de operationele realiteit van Belgacom.

Het Instituut lijkt hier te insinueren dat Belgacom moedwillig inefficiënte processen installeert. Daarenboven draait het Instituut hier de volgorde van bewijsvoering om. Zoals in de inleiding besproken legt het arrest van het hof van beroep nochtans duidelijk uit dat het aan het Instituut is om te motiveren welke elementen van het referentieaanbod niet in overeenstemming zijn met de verplichtingen en uitgebreid en gedetailleerd te rechtvaardigen welke wijziging zij oplegt. Het is dus aan het Instituut om te bewijzen dat haar alternatief de "efficiënte best practice" vormt binnen de operationele context van Belgacom.

Nergens in het ontwerpbesluit motiveert het Instituut dat de door Belgacom gebruikte processen niet in overeenstemming zijn met haar verplichtingen en de efficiëntie van haar voorstellen wordt op geen enkel punt aangetoond. Het is duidelijk dat het Instituut in haar ontwerpbesluit uitgaat van puur theoretische overwegingen zonder reële voeling met de realiteit. Daarbij ontbreekt vrijwel systematisch een rechtvaardiging gebaseerd op feiten en met kennis van de operationele werkelijkheid en blijkt de vooringenomenheid als zou Belgacom inefficiënt te werk gaan. Dit strookt niet met de op het Instituut van toepassing zijnde zorgvuldigheidsprincipes.

Het arrest van het hof van beroep van 12 mei 2006 geeft een toelichting bij de verplichting tot kostenoriëntatie van het referentieaanbod. Daaruit blijkt dat de kostenberekeningen moeten uitgaan van een objectieve en transparante structuur gebaseerd op de reële kosten. De daarop gebaseerde tarieven moeten Belgacom toelaten haar kosten kan dekken en een redelijk rendement toelaten om de modernisering van de infrastructuur te verzekeren. Het aanrekenen van onderschatte kosten, of het niet in rekening brengen van belangrijke elementen, kan dus de ontwikkeling van het lokale netwerk in gevaar brengen. Dit kan moeilijk gerechtvaardigd worden als een stimulans voor de ontwikkeling van concurrentie en de investering in alternatieve netwerken.

---

<sup>4</sup> Bruxelles, 12 mei 2006, 2004/AR/174, punt 21 pagina 17

In haar ontwerpbesluit toont het Instituut niet aan dat de door Belgacom voorgestelde tarieven niet in overeenstemming zijn met haar verplichtingen en rechtvaardigt zij haar alternatieve kostenberekening niet op basis van de reële kosten en de operationele werkelijkheid van Belgacom (Het Instituut toont niet aan rekening gehouden te hebben met alle elementen).

### **Reactie BIPT**

Kostenoriëntatie is een verplichting die krachtens artikelen 106, § 1, van de wet van 21 maart 1991 van toepassing is op een operator die als dominante operator door het Instituut werd aangeduid. In het kader van de marktanalyses kan, overeenkomstig artikel 62 van de wet van 13 juni 2005 de verplichting tot kostenoriëntering door het Instituut opgelegd worden aan een operator met een aanzienlijke marktmacht.

Of de verplichting tot kostenoriëntering voortvloeit uit een wettelijke verplichting of uit een verplichting die door het Instituut werd opgelegd, in ieder geval beoogt zij een dubbel doel:

- 1) ervoor zorgen dat de relevante kosten van de SMP-operator gedekt worden ( in casu de relevante kosten van het onderhoud en behoud van het openbare netwerk) en hij kan genieten van een acceptabele marge;
- 2) het vermijden dat de SMP-operator op wholesale-niveau zodanige tarieven aan alternatieve operatoren gaat opleggen dat een werkzame mededinging ernstig gehinderd zou worden of niet langer mogelijk zou zijn.

Het is derhalve duidelijk dat de kostenoriëntering een instrument is dat erop gericht is een eerlijke en werkbare mededinging tot stand te brengen. Dit gegeven is essentieel wanneer beoordeeld moet worden welke kosten door de SMP-operator in rekening gebracht kunnen worden bij de bepaling van een kostengeoriënteerd tarief. Het is immers duidelijk dat hoe meer kosten in rekening worden gebracht, hoe hoger het zgn. kostengeoriënteerde tarief zal worden. Het is zelfs niet ondenkbaar dat de kostenoriëntering door een SMP-operator aangewend zou worden om allerlei kosten in te brengen - en als dusdanig mee te laten dragen door de alternatieve operatoren – die te wijten zijn aan inefficiëntie en eigen tekortkomingen. Daarom is het van belang dat duidelijk wordt gesteld welke kosten in aanmerking genomen worden voor het bepalen van de kostengeoriënteerde tarieven, en welke kosten buiten beschouwing gelaten zullen worden en door de SMP-operator bijgevolg zelf gedragen zullen moeten worden.

Het Instituut heeft in het verleden reeds een dergelijk criterium vastgesteld: in een "aanvulling betreffende co-mingling, goedgekeurd door de Minister van Telecommunicatie op 27.07.2001" bij het "Advies van het BIPT betreffende het referentieaanbod van Belgacom voor de ontbundelde toegang tot het aansluitnetwerk, goedgekeurd door de Minister van Telecommunicatie op 28.2.2001." werd gesteld:

*"3.4. Een onderzoek van een vijftigtal quotations voor fysieke collocatie bracht aan het licht dat Belgacom in de overgrote meerderheid van de gevallen collocatieruimtes voorziet die berekend zijn op 30 of meer racks. Het spreekt vanzelf dat zulke buitenmatig grote ruimtes de kosten voor de collocerende OLO(s) aanzienlijk vergroten zonder dat deze laatste(n) daar enige baat bij heeft(hebben). Dergelijke praktijken zijn onaanvaardbaar. In geen geval mogen bij collocatie kosten aangerekend worden die niet essentieel zijn om de eenvoudige reden dat Belgacom als efficiënte operator voor zichzelf dergelijke kosten ook niet maakt. Bovendien is de kans zeer reëel dat het aanrekenen van niet-essentiële kosten het proces van collocatie en ontbundeling op onaanvaardbare wijze vertraagt en in een aantal gevallen zelfs onmogelijk maakt. Daarom moet als uitgangspunt genomen worden dat in geval van collocatie geen kosten aangerekend mogen worden die geen essentiële kosten zijn, dat wil zeggen kosten die voor de betrokken OLO('s) geen meerwaarde hebben of die voor Belgacom niet noodzakelijk zijn voor wat betreft de veiligheid van haar apparatuur of voor wat betreft het aanhouden van dezelfde graad van efficiëntie als voor de collocatie.*

*Essentiële kosten zijn derhalve kosten die Belgacom als efficiënte operator voor zichzelf zou hebben om hetzelfde te bekomen voor haar eigen noden. (Vanzelfsprekend mag de veiligheid van de apparatuur en de gebouwen van Belgacom niet in het gedrang komen, en moet Belgacom*

*ervoor zorgen dat de aangeboden oplossing niet op al te korte termijn in het gedrang komt (dit laatste in vergelijking met wat Belgacom voor zichzelf doet)). Uiteraard hebben de OLO's het recht om deze kosten op gedetailleerde wijze te kennen en beschikken zij over de mogelijkheid om de aangerekende kosten te verifiëren."*

In deze beslissing – die door Belgacom niet werd betwist<sup>5</sup> ! - werd duidelijk gesteld dat het Instituut enkel rekening houdt met de kosten gemaakt door een efficiënte operator. Wanneer een SMP-operator kosten maakt waarvoor vanuit oogpunt van efficiëntie geen enkele aanvaardbare verklaring gevonden kan worden, kunnen deze kosten niet in rekening worden gebracht om een kostengeoriënteerd tarief te bepalen. Zoniet zou de situatie ontstaan waarbij een SMP-operator op een inefficiënte manier zijn netwerk mag gaan beheren en de meerkost van deze inefficiëntie kan inbrengen in de zgn. kostengeoriënteerde tarieven. Zodoende kan de SMP-operator dan de kosten voor zijn eigen inefficiëntie (ten dele) doorschuiven naar de alternatieve operatoren, en daarenboven, zodoende, de concurrentiekracht van de alternatieve operatoren ondergraven.

Het Instituut wordt in die zienswijze trouwens gesteund door artikel 13 van de Toegangsrichtlijn:

*"2. De nationale regelgevende instanties zien erop toe dat regelingen voor het terugverdienen van kosten en tarifieringsmethoden die worden opgelegd erop gericht zijn efficiëntie en duurzame concurrentie te bevorderen en de consument maximaal voordeel te bieden. In dat verband kunnen de nationale regelgevende autoriteiten ook rekening houden met beschikbare prijzen van vergelijkbare concurrerende markten.*

*3. Wanneer voor een exploitant een verplichting inzake kostenoriëntering van zijn tarieven geldt, is het aan hem om aan te tonen dat de tarieven worden bepaald op basis van de kosten verhoogd met een redelijk investeringsrendement. (...) De nationale regelgevende instanties kunnen van een exploitant verlangen dat deze volledige verantwoording aflegt over zijn tarieven en indien nodig dat deze worden aangepast."*

Dat efficiëntie een essentieel element is bij het beoordelen van kosten (en de mogelijke inbreng ervan bij het bepalen van een kostengeoriënteerd tarief) mag ook blijken uit considerans 20 van de toegangsrichtlijn:

*"(20) Prijscontrole kan noodzakelijk zijn wanneer uit de analyse van een specifieke markt blijkt dat er sprake is van inefficiënte concurrentie. Eventueel kan worden volstaan met een relatief kleine ingreep, zoals het opleggen van een bij regelgeving vastgestelde verplichting dat de prijzen voor carriëselectie tijdelijk moeten zijn, zoals bepaald in Richtlijn 97/33/EG, maar er kunnen ingrijpendere maatregelen nodig zijn zoals de verplichting om, wanneer de prijzen kostengeoriënteerd zijn, volledige verantwoording over deze prijzen af te leggen ingeval de concurrentie onvoldoende sterk is om te voorkomen dat buitensporige prijzen worden toegepast. Met name dienen exploitanten met een aanzienlijke marktmacht zich ervan te onthouden zodanige prijzen te hanteren dat het verschil tussen hun detailprijzen en de interconnectieprijzen die zij aanrekenen aan concurrenten die op detailhandelniveau vergelijkbare diensten aanbieden, onvoldoende is om een duurzame concurrentie te waarborgen. Wanneer een nationale regelgevende instantie de kosten berekent die worden verricht om een dienst tot stand te brengen waarvoor krachtens deze richtlijn een machtiging is verleend, is het wenselijk een redelijke opbrengst toe te staan uit het geïnvesteerde kapitaal, met inbegrip van relevante arbeidskosten en bouwkosten, indien nodig na aanpassing van de waarde van het kapitaal aan de actuele waarde van de activa en de efficiëntie van de bedrijfsvoering. De methode voor het terugverdienen van de kosten moet aangepast zijn aan de omstandigheden, rekening houdend met de noodzaak om efficiëntie en duurzame concurrentie te bevorderen en de voordelen voor de consumenten te maximaliseren."*

---

<sup>5</sup> Het Instituut ziet trouwens niet in waarom Belgacom het principe waarbij kostenoriëntering beoordeeld wordt in functie van de "essentiële kosten", zijnde de kosten gemaakt door een efficiënte operator, in 2001 wél accepteerde, en nu niet meer.

In de ERG COMMON POSITION: Guidelines for implementing the Commission Recommendation C (2005) 3480 on Accounting Separation & Cost Accounting Systems under the regulatory framework for electronic communications wordt tevens gesteld:

*"Identifying different types of costs and attributing these to individual services or other regulatory "objects" such as network components can be complex and detailed. Attributions should be based on the principles of cost causality, objectivity, consistency, efficiency and transparency."*

Het is derhalve duidelijk dat bij het bepalen van wat kostengeoriënteerde tarieven zijn, het Instituut zich mede zal laten leiden door de vraag of de door de SMP-operator voorgestelde kosten te verantwoorden zijn vanuit het oogpunt van een efficiënte operator. Kosten die blijken te geven van een manifeste inefficiëntie dienen buiten beschouwing te blijven.

## **LENGTES VAN DE TIE CABLES**

In het Belgacom tariefvoorstel wordt voorgesteld om de in rekening gebrachte lengte van de kabels niet langer te baseren op gemiddelde waarden per type locatie (AGE, LEX of LDC), maar deze te baseren op de reële lengte per specifieke locatie.

Het Instituut moet toegeven dat het in principe een voorstander is van dergelijke benadering. Op die manier wordt immers de meest correcte kost aangerekend aan elke individuele OLO. Na evaluatie heeft het Instituut echter geacht dat het niet wenselijk is om van het gebruik van standaard lengtes af te stappen.

Inderdaad, de kabellengtes die in de praktijk nodig zijn worden immers ook beïnvloed door bepaalde keuzes van Belgacom m.b.t. de plaatsing van de co-locatieruimte. Zo wordt in het merendeel van de gevallen voorzien in een aparte ruimte voor *co-mingling*, terwijl het *co-mingling* principe er eigenlijk op neer komt dat er aan de OLO de mogelijkheid wordt geboden om zijn eigen installaties te plaatsen in dezelfde ruimte die gebruikt wordt door Belgacom<sup>6</sup>. De keuze om te opteren voor aparte *co-mingling* ruimtes voor de OLO's zal bijgevolg meestal tot gevolg hebben dat de afstand naar de MDF-ruimte vergroot.

Het Instituut beschouwt daarom de huidige standaard lengtes voor AGE, LEX en LDC als zijnde representatief voor een kostefficiënte inrichting van de co-locatie en *co-mingling* ruimtes. Ter herinnering, deze standaard lengtes bedragen respectievelijk 90m, 50m en 15m in een AGE, LEX of LDC.

Belgacom behoudt uiteraard het uiteindelijke beslissingsrecht m.b.t. de plaatsing van de co-locatieruimte, maar de eventuele meerkosten die hieruit resulteren kunnen niet voor rekening zijn van de OLO.

Bijkomend heeft het Instituut beslist de berekening van de kabellengte in het geval van een *Shared Pair* installatie te herzien. In het verleden werd hiervoor drie maal de standaard afstand naar de co-locatieruimte in rekening gebracht.

---

<sup>6</sup> In de genoemde "aanvulling betreffende co-mingling, goedgekeurd door de Minister van Telecommunicatie op 27.07.2001" werd bepaald:

*"7.1. Uit het document "OLO racks in Belgacom transmission room" (Version 2.0 dated June 5th 2001)" van Belgacom, alsook uit haar mondelinge toelichting daarbij blijkt (bijvoorbeeld) dat de DSLAM's van Belgacom zich kunnen bevinden in de zgn. "transmission room", in een andere aparte ruimte enz. In ieder geval is de plaats waar de DSLAM's (bijvoorbeeld) van Belgacom zich bevinden - waar dat ook moge zijn - een aangewezen plaats om de DSLAM's (bijvoorbeeld) van de OLO te plaatsen aangezien in dezelfde ruimte de kabels van de MDF toekomen.(...)"*

8.1. Indien in de ruimte waar de DSLAM's van Belgacom zich bevinden plaatsgebrek heerst, moet(en) het(de) rack(s) van de OLO bij voorkeur zo dicht mogelijk bij de DSLAM's van Belgacom geplaatst worden. In zulke gevallen kan Belgacom een aparte ruimte ter beschikking stellen onder dezelfde voorwaarden als wanneer Belgacom co-mingling afwijst om redenen die aanvaardbaar zijn (zie punt 4.4 van dit document). "

Een efficiënte operator zal echter, in het geval van een *Shared Pair* installatie, de *splitter rack* bij voorkeur zo dicht mogelijk bij de MDF plaatsen. Op die manier wordt immers de totale kabellengte geminimaliseerd. Een gemiddelde afstand tussen de MDF en de *splitter rack* van respectievelijk 20m, 15m en 10m in een AGE, LEX of LDC lijkt praktisch haalbaar.

Voor de tariefbepaling van de *Shared Pair* installaties wordt dus door het Instituut rekening gehouden met één maal de standaard lengte van de *tie cable* in de desbetreffende locatie en twee maal hoger vermelde lengtes.

### **Reactie Belgacom**

Belgacom merkt op dat ze in haar tariefvoorstel de werkelijk geïnstalleerde lengte van de kabels gebruikt en niet langer op basis van gemiddelden werkt omdat dit beter tegemoet komt aan haar verplichting tot kostenoriëntatie.

Belgacom heeft op 21 november 2006 een bijgewerkte lijst met afstanden gepubliceerd als een addendum aan annexen B 1.4 en B 2.4 Appendix B van het BRUO referentieaanbod. Hieruit blijkt dat de huidige gemiddelde lengtes voor een Raw Copper tie cable 43m en 124m bedragen, respectievelijk voor een LEX en een AGE. Voor LDC zijn geen afstanden gegeven aangezien er vandaag geen enkele collocatie op LDC niveau bestaat. Voor Shared Pair tie cables zijn de afstanden naar de collocatie wat korter, respectievelijk 42m en 119m, hetgeen logisch is vermits hier de afstand tussen de collocatieruimte en de splitter rack wordt gerekend. Voor een Shared Pair tie cable moet nog de verbinding naar de MDF gemaakt worden door middel van twee connection cables. Uit de lijst met afstanden in Bijlage 1 blijkt dat de gemiddelde afstand tussen de MDF en de splitter rack 22m en 27m bedraagt, respectievelijk voor een LEX en een AGE. Hieruit blijkt duidelijk dat Belgacom de splitter rack kostenefficiënt zo dicht mogelijk bij de MDF plaatst.

Bij de selectie van een geschikt lokaal om uit te rusten als co-mingling ruimte worden dezelfde criteria gebruikt als dewelke Belgacom gebruikt voor de selectie van haar eigen technische lokalen. Daarbij horen de nabijheid van een schakelbord voor voeding, het trachten zoveel mogelijk gebruik te maken van bestaande kabelwegen, de nabijheid van andere technische ruimten, de verwachte kosten van de omvorming in een technisch lokaal, ... allemaal gericht op het zo efficiënt mogelijk inrichten van een technische ruimte. Deze niet-discriminatoire werkwijze leidt tot gelijkaardige afstanden voor de Begunstigden als voor Belgacom, wiens apparatuur ook niet vlakbij de MDF staat en al zeker niet in dezelfde ruimte. Het Instituut toont op geen enkele objectieve basis aan dat deze werkwijze niet in overeenstemming is met de verplichting tot niet-discriminatie zou zijn. Daarenboven gaat zij, zonder zich te baseren op feitelijke gegevens, uit van een veronderstelde kwade wil van Belgacom.

### **Reacties alternatieve operatoren**

Het BIPT heeft beslist de lengte van de tie-kabels op de standaardlengte te houden. Het Platform ondersteunt deze beslissing. Als Belgacom de echte lengte van de kabel zou gebruiken, riskeren de OLO hun co-locatie op grotere afstand dan nodig geplaatst te zien. De prijs van de tie-kabel zou dan ook nodeloos hoog worden. Daarenboven bevestigt het Platform dat de voorgestelde vermindering van de lengte van de kabel naar het splitter rack zich opdringt in het kader van een efficiënte operator.

Rekening houdend met Belgacom's keuze om co-mingling in een afzonderlijke ruimte aan te bieden, een maatregel die beduidend langere kabels vereist, is Scarlet van mening dat de door het BIPT voorgestelde standaardlengte van 50m in een LEX te lang is om representatief te zijn voor een kostefficiënte inrichting van de co-locatie en co-mingling ruimtes. Daarom stelt Scarlet voor deze standaardlengte te reduceren tot 35m. De andere kabellengtes kunnen ook op een gelijkaardige manier gereduceerd worden.

### **Reactie BIPT**

In haar antwoord op de raadpleging argumenteert Belgacom dat de actueel vastgestelde lengtes afwijken van de door het Instituut aanvaarde "standaard" lengtes (groter in een AGE, korter in een LEX). Het Instituut aanvaardt deze stelling maar, opnieuw, dit zijn vaststellingen nadat Belgacom bepaalde keuzes gemaakt heeft m.b.t. de plaatsing van de co-locatie of co-mingling ruimte.

Bij een efficiënte operator mag er verondersteld worden dat de plaatsing van de DSLAMs t.o.v. de MDF zo optimaal mogelijk is gekozen, dit om materiaal- en installatiekosten tot een minimum te

beperken. Deze keuzes zijn in de praktijk beduidend vroeger gemaakt dan de keuzes voor de inrichting van de co-locatie en co-mingling ruimtes. Het is dus normaal dat deze laatste ruimtes meestal iets ongunstiger zullen liggen t.o.v. de MDF. Het Instituut is het daarom niet eens met de conclusie van Belgacom dat "Deze niet-discriminatoire werkwijze leidt tot gelijkaardige afstanden voor de Begunstigden".

Dit laatste introduceert dus onvermijdelijk een zekere meerkost voor de OLO, die echter in vele gevallen niet te vermijden is. Er zijn echter ook situaties waar een striktere toepassing van het co-mingling principe waarbij de OLO in dezelfde ruimte als Belgacom zijn DSLAM's zou plaatsen dergelijke meerkost zou helpen vermijden. Het staat Belgacom vrij weigerachtig te staan t.o.v. dergelijke werkwijze, maar dit mag geen reden zijn voor het aanvaarden van de door de langere afstanden veroorzaakte meerkosten voor de OLO's.

Het Instituut beschouwt daarom de huidige standaard lengtes voor AGE, LEX en LDC als zijnde representatief voor een kostefficiënte inrichting van de co-locatie en *co-mingling* ruimtes. Belgacom behoudt uiteraard het uiteindelijke beslissingsrecht m.b.t. de plaatsing van de co-locatieruimte, maar de eventuele meerkosten die hieruit resulteren kunnen niet voor rekening zijn van de OLO.

Het Instituut wenst er overigens op te wijzen dat de toepassing van deze standaard lengtes ook in het voordeel werkt van Belgacom vermits bij de bepaling van de aanvaarde kosten voor de DSLAM configuraties dezelfde lengtes worden toegepast voor de bepaling van de kosten van de bekabeling. De reële kosten van Belgacom zijn in dit geval duidelijk lager vermits, bij een efficiënte operator, de plaatsing van de DSLAM-ruimte nagenoeg steeds gunstiger zal liggen t.o.v. de MDF dan de co-locatieruimtes.

Er zijn in het verleden al teveel problemen geweest met de inrichting van de co-locatieruimtes, waarbij de alternatieve operatoren in 2001 zelfs rechtzaken begonnen zijn en deurwaarders ter plaatse gestuurd hebben om vaststellingen te doen omdat Belgacom haar verplichtingen niet nakwam. Het Instituut wil dan ook een terugkeer naar dergelijke situaties vermijden door niet naar werkelijke lengtes over te schakelen. Het gebruik van een gemiddelde blijft een belangrijke incentive om zo dicht mogelijk bij de MDF een geschikte ruimte te vinden.

De bijgewerkte lijst met afstanden die op 21 november 2006 aan de OLOs gecommuniceerd werd en die tevens opgenomen is als bijlage bij het raadplegingantwoord van Belgacom toont aan dat bij de keuze van de colocatieruimte niet altijd de ruimte met de kortste afstand genomen is. Dit is heel duidelijk bij AGE's met verschillende colocatieruimtes. De meest recente ruimte ligt daar soms dichter dan de colocatieruimtes die vroeger geplaatst waren, bijv. bij 02STRO bedraagt de afstand slechts 40m bij de derde ingerichte colocatieruimte, terwijl de eerste twee zich op 250m van de MDF bevinden. De keuze van die tweede colocatieruimte is dus zeker niet op basis van de kortste afstand tot de MDF gebeurd. Ook in 56KOR doet deze situatie zich voor.

## **MATERIAALKOST BLOCKS**

Het Instituut heeft moeten vaststellen dat er een grote discrepantie bestaat tussen de prijsniveaus van de *blocks* die door Belgacom worden gebruikt en bepaalde oplossingen die door andere leveranciers (b.v. Krone) worden aangeboden.

Op basis van de marktgegevens waarover het Instituut beschikt, moet immers worden vastgesteld dat de blokken die door Belgacom worden gebruikt, inclusief de fysische support, beduidend duurder zijn dan bepaalde andere oplossingen. Bovendien demonstreren deze andere oplossingen een veel grotere densiteit (aantal paren per fysische oppervlakte), wat dergelijke oplossing nog kostefficiënter maakt.

Op basis van de beschikbare informatie ziet het Instituut onvoldoende redenen om het gebruik van een alternatieve technologie als basis voor de bepaling van efficiënte kosten te verwerpen. Belgacom behoudt uiteraard het uiteindelijke beslissingsrecht m.b.t. de uiteindelijke keuze van het materiaal dat wordt gebruikt, maar de eventuele meerkosten die hieruit resulteren kunnen niet voor rekening zijn van de andere operator.

Het Instituut heeft derhalve in de tariefbepaling rekening gehouden met marktconforme prijzen voor *blocks* op basis van Krone-*blocks* van het type **LSA + 2/10**.

Het Instituut vroeg in het kader van het ontwerpbesluit aan de markt om alle mogelijke (technische) argumentatie voor of tegen het gebruik van dit type van technologie aan te leveren. Het BIPT heeft hieronder de argumenten van Belgacom en de alternatieve operatoren weer alvorens haar conclusies weer te geven.

### **Reactie Belgacom**

Belgacom voert in haar schrijven van 27 oktober 2006 drie redenen aan om dit niet te doen:

- Deze alternatieve oplossingen zouden onvoldoende het signaal op de kabel beschermen (*shielding*) (dit punt is specifiek voor de Type-2 installaties);
- Het gebruik van een ander type *block* introduceert additionele operationele complexiteit.
- Deze *blocks* fysiek niet kunnen worden bevestigd op een verdeler

Deze punten worden hieronder geargumenteed:

- Beschermingsaspect

De tie cables voor Type-2 installaties (Raw Copper type 2 en Shared Pair, beiden voor het aanbieden van DSL diensten) zijn wel degelijk afgeschermd zoals reeds vaak aan het Instituut gemeld zowel schriftelijk als mondeling. Deze afscherming wordt gevormd door een folie die zich rond een bundel van 24 paren bevindt. Deze folie wordt bij de installatie van een tie cable met behulp van de zogenaamde "drain wire" (een speciale ader in de kabel die in galvanisch contact met de afschermd folie staat) verbonden met de gearde afscherming van het blok. Het derde paar waar het Instituut hier naar verwijst is vermoedelijk het derde mescontact dat voor elk paar wordt voorzien in een afgeschermd 48p blok. Dit derde mescontact staat galvanisch in verbinding met de afscherming van het blok en wordt gebruikt om de *shielding* van een afgeschermd jumper op te verbinden. Dit is uitermate belangrijk omdat in een verdeler een massale hoeveelheid jumpers langs en over elkaar heen lopen, hetgeen een groot risico op storingen inhoudt.

Belgacom heeft reeds 20 jaar ervaring met hoogfrequente signalen in haar lokaal netwerk en in de verdelers. Hoewel de modulatietechnieken stelselmatig verbeterd werden, is het belang van een goede elektrische afscherming gebleven. Dus ook bij DSL signalen wordt er gewerkt met afgeschermd kabels, gearde blokken en afgeschermd, en via het derde blokcontact gearde, jumpers. De door het Instituut vermelde **LSA + 2/10** blokken, waarvan de specificatie in bijlage bij het ontwerpbesluit is gevoegd, laten niet toe het blok zelf af te schermen en te aarden en laten niet toe afgeschermd jumpers te installeren.

- Vergelijkbare situatie

Belgacom gaat niet akkoord met de paragraaf in het ontwerpbesluit waarbij het gebruik van de Krone-*blocks* door de OLO's in hun eigen DSLAMs volgens het Instituut wel degelijk een bewijs van technische bruikbaarheid is. Voor Belgacom is de situatie niet vergelijkbaar aangezien geen enkele OLO een MDF uitbaat, die moet toelaten duizenden paren op een flexibele en efficiënte manier te jumperen. De OLO's gebruiken een beperkt aantal dergelijke blokken om kabels met elkaar te verbinden in een kleinschalige en relatief stabiele omgeving, waarop dagelijks vele bewegingen ('interventies') plaatsvinden.

Belgacom gebruikt blokken van Krone zowel in haar verdelers als in haar straatkasten. Het zijn echter verschillende blokken met verschillende toepassingsgebieden, Krone maakt een heel gamma. In de straatkasten worden blokken gebruikt die geschikt zijn voor een buitenomgeving en die gericht zijn op een kleinschalige en relatief stabiele installatie. Met dat laatste wordt bedoeld dat er weinig wijzigingen in de kablering en de jumpering nodig zijn in vergelijking met een verdeler. In de verdelers worden blokken gebruikt die enkel geschikt zijn voor binnengebruik die gericht zijn op de ondersteuning van een efficiënt, nauwkeurig, zorgvuldig en goed gedocumenteerd proces voor het installeren van kabels en jumpers.

- Operationele complexiteit

Belgacom meldt in haar reactie op het ontwerpbesluit dat ze in het verleden reeds meerdere malen overgeschakeld is op een nieuwe technologie voor haar verdelers en schetst de historie. Ze merkt op dat bij de analyse van een alternatieve technologie voor een verdeler niet alleen de verwachte kostreductie op het materiaal speelt, maar ook de efficiëntie van de processen (zoals jumpering), de mogelijkheid om stapsgewijze over te schakelen, kost van aanpassing van processen en documentatiesystemen,...

Belgacom meldt dat een recente studie van Belgacom aantoont dat een overschakeling op het LSA plus systeem niet aangewezen is. De afstand tussen de stijlen van elke verdeler zou moeten worden vergroot omdat anders onvoldoende afstand tussen de blokken is om jumpers te plaatsen. Dit is een erg kostelijke ingreep vermits een deel van een verdeler eerst moet worden afgebroken en dan opnieuw opgebouwd. Dat is bijna onmogelijk zonder massaal veel klanten buiten dienst te zetten. Het resultaat zou bovendien zijn dat er minder paren per m<sup>2</sup> vloeroppervlakte in de MDF ruimte zullen kunnen worden voorzien. Daarbovenop komt dat voor hoogfrequente installaties (vb. DSL) de LSA blokken meer ruimte innemen dan de blokken van het MDF71 systeem. De LSA plus oplossing is dus, voor het gebruik in een verdeler minder efficiënt inzake proces en inzake paardichtheid.

Zoals uit Bijlage 3 blijkt zijn de **LSA + 2/10** blokken significant minder efficiënt wat betreft het verbinden van grote aantallen paren. Er kan dus verwacht worden dat de uitkabeling beduidend langer duurt dan bij een MDF71 installatie.

Belgacom stelt vast dat het Instituut niet in staat is aan te tonen dat Belgacom's huidige MDF aanpak niet de juiste zou zijn.

### **Reacties alternatieve operatoren**

- Beschermingsaspect

Vooreerst wil Tele2/Versatel nog een benadrukken dat KPN in Nederland, zoals verwacht van een efficiënte operator, geen foiled tie-cabling gebruikt noch afgeschermd jumpering voor DSL diensten. In Nederland bestaat het verschil tussen type1 en type 2 tie-cabling niet. Het is dus geenszins aangetoond en uitermate betwifelbaar dat het gebruik van "foiled cable" maar hoofdzakelijk het gebruik van afgeschermd jumpers bijdragen aan de DSL dienst. De redenen waarom Belgacom op zijn MDFs afschermd jumpers gebruikt is volledig onduidelijk en het is zeer onwaarschijnlijk dat 15m afscherming van een paar een bijdrage levert aan de dienst. Het gebruik van gewone jumpers zal de DSL dienst geen zins in gevaar brengen, noch zal het gebruik van gewone jumpers op de MDFs andere diensten in gevaar brengen.

De door Belgacom gebruikte tie-kabel voor type-2 installaties heeft één scherm voor de volledige bundel paren, er is geen afscherming per paar. Het gebruik van blokken met drie contacten per paar heeft volgens het Platform derhalve geen meerwaarde voor de OLO. Ook al wil Belgacom dit type blok toch gebruiken, dan kan zij hiervoor slechts de kost van de Krone-blokken van het type LSA 2/10 aanrekenen.

Belgacom gebruikt zélf geen shielded twisted pair<sup>7</sup>, maar foiled twisted pair. Het gebruik van shielded twisted pair kabel blokken is volgens het Platform volledig overbodig. De foiled Twisted Pair kabel bevat een bundle shield voor elke bundel van 24 paren. Alleen dit bundle shield kan geaard worden op het metalen frame. De "drain wire" kan heel simpel verbonden worden met het metalen flexiframe, het flexiframe is op zijn beurt metallisch verbonden met het metalen Belgacom MDF frame, deze staat garant voor de aarding (op dezelfde wijze wordt ook de aarding van de 48p blokken verzekerd)

Belgacom gebruikt afgeschermd jumpers voor HDB3 en HDSL 2Mbit/s systemen – de paren die gebruikt worden, voor HDB3 en DHSL systemen worden end-to-end volledig afgeschermd, i.e. er wordt de overal voor deze systemen echte afgeschermd paren kabel gebruikt, in Belgacom "field" terminology de "pope" kabel genoemd. Nu blijkt Belgacom enkel en alleen voor de jumpering tussen

---

<sup>7</sup> (elk paar heeft zijn eigen shield)

de stijlen op de MDF afgeschermdde jumpers te gebruiken! Het feit dat enkel een stukje van 10m à 15m jumpering op de MDF nu per paar wordt afgeschermd is geen blijk van een efficiënt ontwerp en het is ten zeerste te betwijfelen of 15m afscherming iets zal bijdragen tot de kwaliteit van de dienst! Tele2/Versatel heeft de grootste twijfels of voor alle 1.4 miljoen DSL verbindingen in België Belgacom afgeschermdde jumpers zou hebben gebruikt en is overtuigd dat 15m afscherming van het paar geen bijdrage geeft aan de dienst en dus een overbodige kost veroorzaakt

Wel dient er voor HDB3 en HDSL diensten wel degelijk end-to-end afscherming gebruikt te worden en dit OOK om andere diensten niet in gevaar te brengen. Er is daarnaast ook een specifieke parenkeuze nodig om deze systemen te plaatsen in voedingskabels (en eigenlijk ook in verspreidingskabels, maar dit principe werd in een later stadia verlaten), dit in het beginstadia van de HDB3/DHSL technologie om de performantie van de systemen zelf te vrijwaren en pas in een later stadia ook andere (SDSL en ADSL) diensten niet te storen. Hier opnieuw blijkt duidelijk dat de bijdrage van het gebruik van de 48p blokken blijkbaar enkel en alleen dienen om een jumper van 15m af te schermen! De bijdrage van dit stukje afscherming is ten zeerste in twijfel te trekken.

- Vergelijkbare situatie

Deze blocks worden courant en in de heel Europa gebruikt voor DSL connecties. De Belgacom situatie is zeker te vergelijken met de situatie in Nederland – waar KPN<sup>8</sup> heeft gekozen voor het leveren van één type tie-cabling zonder onderscheid te maken tussen DSL/ISDN en/of PSTN diensten.

Het Platform merkt op dat Belgacom in afgelegen co-locaties KRONE LSA gebruikt zoals beschreven in SD2035<sup>9</sup>, en LSA+ met a, b<sup>10</sup> contacten in zijn eigen KVD en klant locaties. LSA connectie blokken worden in Nederland voor de MDF en voor de levering van tie-kabels voor de OLO's gebruikt<sup>11</sup>.

Het is juist dat de 48p en 100p “Siemensblokken” enkel geschikt zijn voor binnengebruik, het is onjuist te beweren dat op een KVD minder wijzigingen zouden voorkomen dan op een MDF, elke wijziging van een paar op de MDF houdt impliciet een wijziging in van de jumpering in de KVD – tevens hebben de LSA mescontacten van de “KRONE-latten” een hogere duurzaamheid dan de mescontacten van de 48p en 100p “Siemensblokken” zowel wat omgevingsfactoren betreft als van aantal connects/disconnects per mescontact

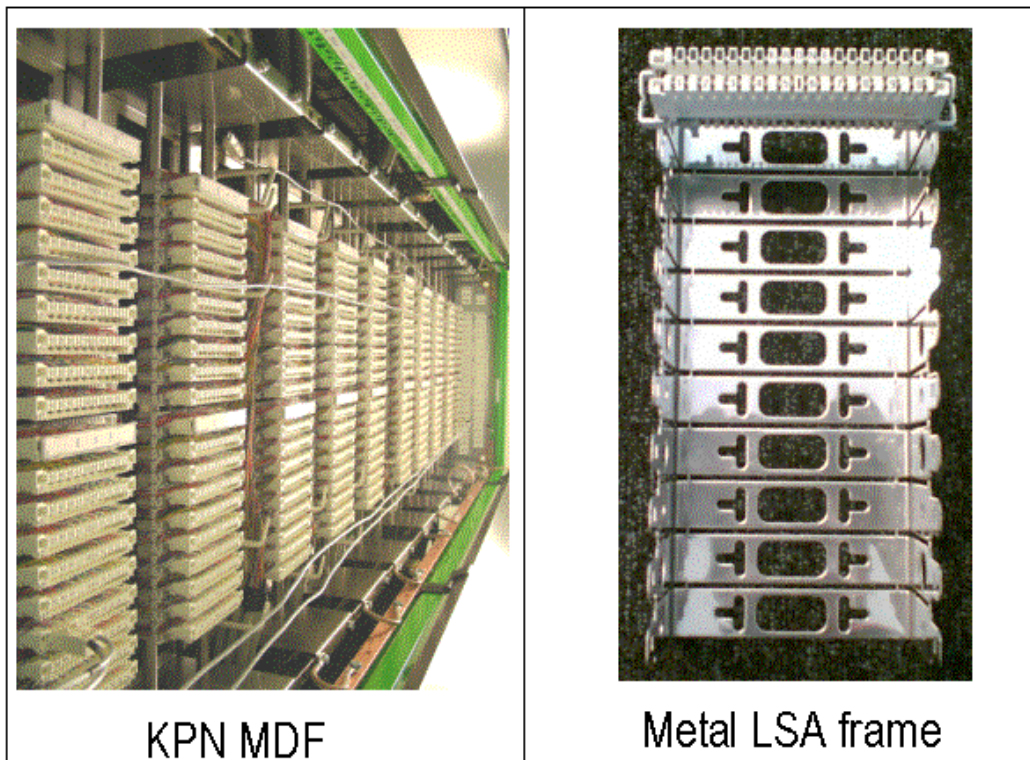
---

<sup>8</sup> [http://www.kpn-wholesale.com/content/doc/22\\_4\\_ULL\\_TechMan\\_010403.pdf](http://www.kpn-wholesale.com/content/doc/22_4_ULL_TechMan_010403.pdf)

<sup>9</sup> merk op dat het onnodig is om LSA+ met a,b,s contacten te gebruiken aangezien Belgacom geen gebruik maakt van SHIELDED TWISTED PAIR

<sup>10</sup> a-wire kontakt and b-wire kontakt

<sup>11</sup> [www.actw.nl/Randapparatuur/LSA+.htm](http://www.actw.nl/Randapparatuur/LSA+.htm)



KPN MDF

Metal LSA frame

- Operationele complexiteit

Feit is dat de 100p en 48p “siemensblokken”<sup>12</sup> minimaal reeds gebruikt worden sinds 1990!

Het gebruik van LSA technologie levert geen technische of operationele problemen op volgens het Platform. Belgacom kan dus geen technische of operationele redenen inroepen om geen LSA technologie te gebruiken. Integendeel, LSA connectieblokken zijn eenvoudiger te installeren, maken beter gebruik van de beschikbare ruimte, kunnen meer connects/disconnects aan per contact, zijn eenvoudiger te transporteren en te onderhouden.

Een voorbeeld: Als op een Siemens 100 of 48 paar connectie blok één of meerdere mescontacten beschadigd zijn, moet de hele blok worden ontkoppeld en herbekabeld. Met LSA technologie moeten slecht 10 paren worden ontkoppeld en herbekabeld. "

"De foto hierboven toont het metalen frame dat makkelijk kan worden toegevoegd aan verticale of horizontale metalen L-profielen van het Belgacom MDF Frame. Belgacom heeft niets bijkomend nodig dan een flexiframe plus het respectievelijk aantal kronelatjes bijv. op een verticale stijl plaatst BGC maximaal 10 SMS100p blokken - 1000p dus - zo'n twee verticale stijlen vertegenwoordigen dan een 2000p voedingskabel in het lokale net. Naar LSA vertaalt is dus nodig flexiframe om 100 krone latjes op te bevestigen (twee maal 110cm) en 100 krone latjes.

Tele2Verstaal betwijfelt het feit dat de afstand tussen de stijlen zou dienen vergroot te worden, met de huidige 100p/48p blokken worden de jumpers langs de zijkant naar de achterkant geleid – een soortgelijke werkwijze kan zeker gebruikt worden bij LSA stroken.

Het monteren en kablere van de krone latjes gaat eenvoudiger dat de 100p/48pSMS - bij het uitbinden van de kabels worden de paren telkens per tien eenvoudig over een latje gelegd dat telkens op het frame wordt geduwd (opletten de kabels worden onderaan geprikt-of achteraan met LSA NT - de jumpering gebruikt dan de bovenste mescontacten) - daarna kunnen dan al de paren van een kabel op een aantal latjes eenvoudig worden vastgeprikt. 48p SMS moeten de kabel paar per paar in

<sup>12</sup> Opletten in België is de leverancier van en de 48p HF blokken de 100p blokken en de LSA stroken de firma KRONE in de “field” worden nog steeds gesproken van de 48p en 100p “Siemensblokken” en de LSA + en de LSA abs “KRONE latten” maar eigenlijk zijn het nu dus allemaal KRONE blokken.

de SMS gleufjes worden geleid - wat zeker niet eenvoudiger is dan 10p latjes kablere. Eens de blokken zijn gekableerd dient er "gejumperd" te worden - dit gebeurt sowieso paar per paar - daar wordt bij een 48/100p blok de jumper achteraan door het juiste gat gebracht zodat de betreffende jumper op de juiste rij paren komt, dan langst de zijkant in de blok geschoven en vastgeprikt jumpering op de LSA kan eigenlijk bijna op eenzelfde manier gebeuren door de jumper door het juiste gat op de zijkant van het flexiframe te geleiden en vast te prikken.

## Reactie BIPT

### **- De zoektocht naar een rendabele oplossing die in een MDF-omgeving kan worden gebruikt**

In deze discussie moet het Instituut erover waken dat de OLO's niet benadeeld worden door de keuzes van Belgacom. Zelfs in een situatie waar alle zaken die Belgacom uitvoert voor de OLO's op de meest efficiënte wijze zouden worden uitgevoerd en gebruikmakend van de meest rendabele materialen, dan nog worden de OLO's financieel gepenaliseerd in vergelijking met Belgacom. Er zijn gewoon te veel "extra" dingen die moeten gebeuren in vergelijking met wat Belgacom voor zijn eigen aanbod moet doen. Dit is een reële, feitelijke discriminatie die onmogelijk kan weggewerkt worden indien aanvaard wordt dat Belgacom zijn kosten kan recupereren. Daarom moet het BIPT erover waken dat die "extra" dingen die moeten gebeuren inderdaad op de meest rendabele manier worden uitgevoerd, ook al zou dit impliceren dat Belgacom van bepaalde gewoontes dient af te wijken. Net zoals bij de splitter racks hebben de OLO's het recht aan Belgacom te vragen om voor hun aanvragen het meest rendabele product te gebruiken dat technisch gelijkwaardig is aan wat Belgacom zelf gebruikt. Het gaat immers om materiaal dat de OLO's voor eigen gebruik aankopen.

Het Instituut moet zich in deze discussie dus afvragen of de alternatieve blocks kunnen worden gebruikt. De argumentering van de alternatieve operatoren heeft aangetoond dat er voor de verschillende problemen van Belgacom een antwoord bestaat. Het is eveneens belangrijk erop te wijzen dat KPN, de historische operator in NL, de door het BIPT voorgestelde blocks ook gebruikt (zie confidentiële bijlage 3), want dit toont aan dat in een MDF-context deze blocks perfect bruikbaar zijn en ze geen onoverkomelijke operationele complexiteit opleveren (zoals Belgacom beweert) in een MDF-omgeving waar miljoenen connecties zijn en er tientallen interventies per dag moeten gebeuren.

In grote lijnen komen de Belgische en Nederlandse situatie met elkaar overeen. Het grote verschil is dat er in Nederland geen afscherming is. KPN heeft nooit het nut ervan ingezien om dergelijke dure afscherming te plaatsen ondanks dat in de MDF actieve apparatuur geplaatst wordt. Het feit dat KPN geen operationele problemen ondervindt zonder deze bescherming, toont aan dat die niet strikt noodzakelijk is en weggelaten kan worden.

De blokken waarop het BIPT zich baseert om de kosten te berekenen worden ook door de OLO's gebruikt in de collocatieruimte, wat eveneens erop wijst dat zij perfect voldoen op het gebied van ontbundelde toegang tot het aansluitnetwerk.

De eis tot kostenbasering impliceert de verplichting tot economische efficiëntie en veronderstelt dat wanneer de kwaliteit of de voordelen gelijk blijven, de regulator bij de controle van de prijzen rekening houdt met de laagste kosten voor de apparatuur. Het hof van beroep heeft reeds geoordeeld<sup>13</sup> dat artikel 13, 3, van de Toegangsrichtlijn de betrokken operator de verplichting oplegt "om aan te tonen dat de tarieven worden bepaald op basis van de kosten" en dat de principes inzake kostenbasering en verbod op kruissubsidiëring inhouden dat de gebruikers enkel de diensten hoeven te betalen waar zij toegang toe hebben, en bovendien dat de alternatieve operatoren enkel moeten betalen voor hetgeen zij gebruiken. Indien in het onderhavige geval blijkt dat de LSA-blokken op technisch vlak voldoen, is het niet gerechtvaardigd om zich te baseren op de kosten van de MDF71-systemen, zelfs wanneer Belgacom vroeger ervoor heeft geopteerd om zich te voorzien van MDF71-systemen. Dit geldt des te meer omdat de alternatieve operatoren niet "de keuze hebben uit de technische infrastructuur die ze wensen te gebruiken" (vrije vertaling).

Op basis van de beschikbare informatie ziet het Instituut voldoende redenen om het gebruik van een alternatieve technologie als basis voor de bepaling van efficiënte kosten te rechtvaardigen:

---

<sup>13</sup> Brussel, 11 mei 2007, RG 2007/AR/3048, consideransen 22 en 25

- wat de bescherming betreft, is het duidelijk op basis van de voorbeelden van de OLO's in België en KPN in Nederland, dat de afscherming van de jumpers niet noodzakelijk is voor de DSL-dienst;
- de blocks waarop het BIPT zich heeft gebaseerd, worden algemeen gebruikt in heel Europa;
- de blocks waarop het Instituut zich baseert, presenteren geen onoverkomelijke complexiteit; zij worden ten minste sedert 1990 in NL gebruikt voor miljoenen connecties en er zijn op deze blocks tientallen interventies per dag.

Op basis van een bottom-up kostenmodel en de notie van een efficiënte operator oefent het BIPT zijn opdracht inzake prijscontrole uit door rekening te houden met het gedrag van een efficiënte nieuwkomer die de dienst voor toegang tot het aansluitnetwerk zou verstrekken tegen de laagste kostprijs en die dus blokken van het type LSA zou gebruiken, omdat deze verrichting hiermee mogelijk is.

### **- De operationele impact van de verschillende types van blocks**

Alvorens dieper in te gaan op de bovenstaande argumentatie wil het BIPT allereerst beklemtonen dat het uitgangspunt van Belgacom verkeerd is. Het overschakelen naar een ander type blocks houdt niet in dat alle bestaande blocks vervangen moeten worden. De bestaande blocks werken nog perfect en kunnen nog jaren meegaan, dus waarom zou een efficiënte operator zware kosten willen maken om die te vervangen. Het gaat enkel over het bijplaatsen van nieuwe blocks, dus een deel van de operationele complexiteit valt hierdoor al weg omdat dan geen bestaande blocks moeten worden vervangen en het probleem van de verschillende afmetingen niet speelt. Er moeten dan ook geen delen van een MDF afgebroken worden en het risico van klanten die buiten dienst zijn, zal dan ook niet voorkomen. Het gebruiken van een LSA-frame zorgt er tevens voor dat deze blocks gemakkelijk in een MDF van Belgacom geconnecteerd kunnen worden.

Wat betreft het niet gebruiken van LSA-prijzen voor de 100 paarblok ziet het Instituut geen enkele reden waarom de keuze voor een bepaald product voor de 48 paarblokken er automatisch moet toe leiden dat voor de 100 paarblokken hetzelfde product of een product van dezelfde leverancier wordt gebruikt. Ook in de huidige situatie bij Belgacom gaat het om producten met verschillende karakteristieken en afmetingen. Het feit dat het daarbij al dan niet om dezelfde leverancier gaat heeft geen enkel belang.

Het feit dat ze van dezelfde leverancier zijn maakt wel dat ze meer op mekaar lijken. Echter, het gebruik van die blokken is volledig onafhankelijk. De keuze voor een type A of B voor de 48 paarblokken beïnvloedt op geen enkele manier de installatie van de 100 paarblokken. Gezien de verschillen in afmetingen worden ze overigens meestal per type gegroepeerd op de stijlen.

De manier waarop de kabel of de jumper op de blok bevestigd zal worden, zal natuurlijk wat verschillen naargelang van het type, maar dat kan bezwaarlijk een breekpunt genoemd worden. Operationeel is het misschien iets complexer aangezien bepaalde procedures aangepast moeten worden, maar het is technisch mogelijk nieuwe blocks op een willekeurige plaats aan een MDF te bevestigen door bijvoorbeeld een stijl bij te plaatsen.

Het is juist dat ook een efficiënte operator niet om de haverklap nieuwe types materialen zal beginnen gebruiken. Anderzijds moeten we ook de nodige vraagtekens plaatsen bij de stelling van Belgacom alsof dat nadat een keuze gemaakt is voor een bepaald type, dit nooit meer hoeft ter discussie te worden gesteld.

Belgacom behoudt uiteraard het uiteindelijke beslissingsrecht m.b.t. de uiteindelijke keuze van het materiaal dat wordt gebruikt, maar de eventuele meerkosten die hieruit resulteren, kunnen niet voor rekening zijn van de andere operator. Belgacom wordt evenmin verplicht de bestaande blokken te vervangen door LSA-blokken. Zij zijn gezamenlijk bruikbaar (of compatibel), aangezien de tie cables de blocks van de OLO's (van het LSA-type) met die van Belgacom verbinden. Ze werken dus tezamen.

Zelfs indien Belgacom de twee types van blocks naast elkaar zou gebruiken, is het niet zeker dat de operationele en logistieke kosten van Belgacom zouden toenemen. Rekening houdend met de opmerkingen van de OLO's hieromtrent zouden de LSA-blocks operationeel eenvoudiger zijn:

LSA-connectieblokken zijn eenvoudiger te installeren, maken beter gebruik van de beschikbare ruimte, kunnen meer connects/disconnects aan per contact, zijn eenvoudiger te transporteren en te onderhouden.

Een voorbeeld: als op een 100 of 48 paarconnectieblok van Siemens één of meerdere mescontacten beschadigd zijn, moet de hele blok worden ontkoppeld en herbekabeld. Met LSA-technologie moeten slechts 10 paren worden ontkoppeld en herbekabeld.

## UPLIFT VOOR BLOCKS EN TIE CABLES

Het Instituut aanvaardt het principe van de zogenaamde "uplift" om rekening te houden met bepaalde meerkosten voor administratie en behandeling van de goederen, maar heeft de eerder toegepaste percentages herzien.

Het Instituut baseert zich hiervoor op een aantal berekeningen waarbij voor bepaalde eenheden van bestelling de verhouding wordt bepaald tussen de kostprijs van een dergelijke eenheid van levering en de redelijke meerkosten voor administratie en behandeling die hiermee gepaard gaan.

Voor de bepaling van de redelijke meerkosten voor administratie en behandeling wordt rekening gehouden met de fysische behandeling van de goederen, administratief werk, het gebruik van floospace en IT-kosten.

Het Instituut wenst er op te wijzen dat bij de behandeling van de goederen en het administratieve werk enkel rekening wordt gehouden met de handelingen die nodig zijn om de goederen in stock te krijgen. De handelingen om de goederen weer uit stock te halen worden immers vergoed via de tarieven voor *tie cables* en *blocks*.

Op basis hiervan komt het Instituut uit op de volgende *uplift*-percentages:

<b>100-pair cable</b>	<b>24-pair cable</b>	<b>96-pair cable</b>
<b>9,03%</b>	<b>6,09%</b>	<b>6,89%</b>

<b>100-pair block</b>	<b>48-pair block</b>
<b>3,24%</b>	<b>2,67%</b>

### **Reactie Belgacom**

Belgacom heeft de parameters aangepast op basis van informatie beschikbaar binnen de financiële en logistieke departementen van Belgacom. De herziene berekening komt uit op een "uplift" percentage voor kabels van meer dan 20% en voor de blokken van meer dan 10%. Deze percentages zijn significant hoger dan die berekend door het Instituut. Vermits de analyse nog niet volledig is, geeft dit aan dat het Instituut de "uplift" sterk onderschat. Het Instituut laat op die manier niet toe aan Belgacom om de door haar gemaakte kosten te dekken. Dat de door Belgacom oorspronkelijk voorgestelde percentages redelijk zijn mag blijken uit het onderzoek van Prof. Paul Durlinger<sup>14</sup>.

### **Reacties alternatieve operatoren**

---

<sup>14</sup> Paul Durlinger, artikel IT logistiek, maart 2005, <http://www.logistiek.nl/download/ITL00305voorraad-Durlinge.pdf>

Het Platform heeft de impact van de uplift kost per Raw Copper paar in de LEX en de AGE berekend. De conclusie is dat voor een minimum bestelling de LEX prijs 2,84% uplift kosten bevat en de AGE prijs 3,77%. Voor een bestelling van 4\*96 paar verhoogt dit tot respectievelijk 3.91% and 4.77% per paar.

Scarlet gaat niet akkoord met de redenering omdat die uitgaat van een al dan niet gecentraliseerde voorraad bij Belgacom daar waar een efficiënte operator met een kopersmacht als Belgacom de leveranciers zal opleggen de goederen op het moment dat die nodig zijn ter plaatse te leveren om op die manier op voorraadruimte en op transportkosten te besparen.

Mobistar vraagt of de uplift percentages reeds in rekening zijn genomen in de prijslijst of niet.

### **Reactie BIPT**

Het Instituut gaat ermee akkoord dat de gebruikte aanpak slechts een benadering geeft van de actuele realiteit, maar deze parameters en kostendragers zijn dan ook gekozen om tot een veilige en conservatieve inschatting te komen van deze overhead kosten. Daarom is de berekening dan ook gebaseerd op grootteordes die in de operationele context van Belgacom als uiterst klein moeten worden beschouwd.

Zo moet het duidelijk zijn dat Belgacom nooit bestellingen zal plaatsen van b.v. 250m 96-paar kabels. Dergelijke bestellingen worden geplaatst in hoeveelheden van ettelijke kilometers. Soortgelijke bedenkingen dienen gemaakt wat betreft de blocks. De door Belgacom geargumenteerde parameters zijn dan ook niet realistisch in de context van de door het Instituut gebruikte grootteordes.

De door het Instituut gebruikte parameters en de bepaalde *uplift*-percentages moeten zoals geïllustreerd wordt in de confidentiële bijlage beschouwd worden als uiterst conservatief en als een maximale inschatting van de kosten die hiermee verband houden.

### **OPERATIONELE EN LOGISTIEKE KOSTEN**

Zoals in de inleiding reeds werd vermeld wordt er van Belgacom verwacht dat de kosten die in rekening worden gebracht in het kader van het *Blocks & Tie cables* aanbod kostengebaseerd zijn, niet discriminerend en representatief voor een efficiënte operator.

Dit betekent o.a. dat Belgacom voor de werken die het uitvoert in opdracht van de OLO's geen processen, werkwijzen of methodes mag gebruiken die minder efficiënt zijn dan de benaderingen die het gebruikt voor zijn eigen activiteiten.

Dit betekent o.a. ook dat de activiteiten die worden uitgevoerd voor rekening van de OLO's niet als *stand-alone* activiteiten mogen worden uitgevoerd indien de mogelijkheid bestaat een grotere efficiëntie te bekomen door bepaalde taken te combineren met andere activiteiten van Belgacom.

Tot slot betekent dit ook dat Belgacom in zijn opgave van de desbetreffende tijdsbestedingen rekening moet houden met de realiteit dat bepaalde taken samen worden uitgevoerd en dat er dus gemiddeld een kortere tijdsbesteding nodig is dan wanneer elke handeling afzonderlijk wordt uitgevoerd.

Na evaluatie van het Belgacom voorstel moet het Instituut vaststellen dat in een aantal gevallen aan deze vereisten niet of onvoldoende is voldaan. In het bijzonder moet het Instituut vaststellen:

- Dat de procesbeschrijvingen en de daaraan gekoppelde werktijden er steeds van uitgaan dat elke bestelling van een OLO als een afzonderlijk proces wordt beschouwd zonder enige mogelijkheid voor synergie en bijgevolg verbeterde efficiëntie met andere handelingen.
- Dat de door Belgacom opgegeven werktijden op geen enkele manier rekening houden met de reële volumes. Zelfs indien men rekening houdt met de lead-time van 15 werkdagen, dan nog is het duidelijk dat bepaalde handelingen (b.v. de aanmaak van kabels) niet op individuele basis maar gegroepeerd zullen geschieden.

- Dat bij de opgegeven werktijden de uitzondering de regel is, m.a.w. dat er een buitensporige reserve wordt ingebouwd voor de eventualiteit van het optreden van uitzonderlijke situaties. Bij een efficiënte operator moet er van uitgegaan worden dat de “normale situatie” de regel is en dat de meerkost die in rekening wordt genomen voor de uitzonderlijke situaties inderdaad representatief is voor de frequentie van het optreden van dergelijke uitzonderlijke situaties.

Dit alles leidt tot een excessieve kostenstructuur die onmogelijk als representatief kan worden beschouwd voor een efficiënte operator.

### **Reactie Belgacom**

Belgacom is het niet eens met de conclusie van het Instituut omtrent het ontbreken van synergie en bijgevolg geen verbeterde efficiëntie met andere handelingen. In haar nieuw tariefvoorstel is Belgacom juist op zoek gegaan naar synergieën in de processen. Het versoepelen van de zeer korte levertermijn van 15 werkdagen naar twee maanden laat toe de interne planningsprocessen van Belgacom zelf te gebruiken. Er kan dus afgestapt worden van het specifieke urgentieproces. In haar nieuw tariefvoorstel heeft Belgacom dan ook belangrijke efficiëntiewinsten opgenomen, meer bepaald in de kosten voor de netwerkplanning en de operationele opvolging. Het nieuwe model houdt hier rekening mee door de overeenkomstige tijdsbestedingen gevoelig te verminderen.

### **Reacties alternatieve operatoren**

Belgacom combineert, in bepaalde LEX, operaties voor eigen gebruik en voor OLO's, waardoor ze synergieën bereikt die niet in de kosten gereflecteerd zijn. In het geval van de (hoge) logistieke kosten heeft dit een belangrijk effect.

De leden van het Platform hebben vastgesteld dat Belgacom bij het uitvoeren van een bestelling meer kabels trekt dan nodig voor deze bestelling. Het Platform vindt deze werkwijze aanvaardbaar omdat voor het trekken van kabels heel wat werk wordt uitgevoerd dat onafhankelijk is van het aantal kabels, en of die kabels voor een begunstigde dan wel voor Belgacom zijn; bv. het doorboren van muren die daarna terug brandbestendig moeten gemaakt worden, hiermee moet evenwel rekening gehouden worden bij het bepalen van de kosten.

Het Platform is dus van mening dat rekening moet gehouden worden met synergie en reële volumes. Zoals hierboven vermeld, maken de hoge operationele en logistieke kosten een disproportioneel deel uit van de totale prijs. Belgacom kan geen methodes of procedure gebruiken die minder efficiënt zijn voor de OLO dan voor zijn eigen intern gebruik. Het Platform ondersteunt de positie van het BIPT in dat verband.

Volgens het Platform is een extra kost van € 210,44 per LEX voor het testen van de tie-cable disproportioneel omdat de test niet altijd op een correcte manier gebeurt: Schroeven worden niet correct vastgemaakt of ontbreken simpelweg. Belgacom heeft reeds escalaties ontvangen van de leden van het Platform over deze slechte tests, omdat dit een invloed heeft op de kwaliteit voor de eindgebruiker.

### **Reactie BIPT**

Het BIPT toont in de confidentiële bijlage aan dat er veel meer synergieën zijn dan Belgacom beweerd en dat er dus ook meer acties gegroepeerd kunnen uitgevoerd worden, wat tot grotere efficiëntie en een sterkere prijsreductie leidt. Omwille van confidentialiteit herneemt het Instituut deze redenering niet in het publieke gedeelte van dit besluit.

## **BESLUIT**

Het BIPT heeft op basis van een bottom-up model de kostgeoriënteerde tarieven vastgelegd. Het Instituut stelt opnieuw vast dat de door Belgacom voorgestelde tarieven inzake tie-cabling die deel uitmaakten van haar BRUO-referentieaanbod niet kostengeoriënteerd zijn.

De tabel van artikel 17 van bijlage H van het BRUO 2006 referentieaanbod moet worden gewijzigd rekening houdende met de nieuwe tarieven die in bijlage 1 van dit ontwerpbesluit worden opgelegd,

met uitzondering van de tarieven van de splitters waarvan het bedrag is aanvaard in het besluit van 9 november 2005.

Krachtens artikel 106, § 1, van de wet van 21/3/1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, is Belgacom verplicht om de ontbundelde toegang tot het aansluitnet toe te staan tegen kostengeoriënteerde tarieven.

Derhalve, overeenkomstig artikelen 4.2., a), en 4.3, van Verordening 2887/2000 van het Europees Parlement en de Raad van 18.12.2000 inzake ontbundelde toegang tot het aansluitnetwerk, en overeenkomstig artikel 108bis, § 3, van de wet van 21.3.1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, meent het Instituut in BRUO 2006 de volgende wijzigingen aan te moeten brengen:

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het gepubliceerd wordt.

## **BEROEPSMOGELIJKHEDEN**

Overeenkomstig de wet van 17 januari 2003 betreffende de rechtsmiddelen en de geschillenbehandeling naar aanleiding van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector hebt u de mogelijkheid om beroep in te stellen bij het hof van beroep van Brussel, Poelaertplein 1, B-1000 Brussel. Het beroep wordt, op straffe van nietigheid die ambtshalve wordt uitgesproken, ingesteld door middel van een ondertekend verzoekschrift dat wordt ingediend ter griffie van het hof van beroep van Brussel binnen een termijn van zestig dagen na de kennisgeving van het besluit of bij gebreke aan een kennisgeving, na de publicatie van het besluit of bij gebreke aan een publicatie, na de kennisname van het besluit.

Het verzoekschrift wordt ingediend op de griffie van het gerecht in hoger beroep in zoveel exemplaren als er betrokken partijen zijn. Het verzoekschrift bevat op straffe van nietigheid de vermeldingen van artikel 2, § 2, van de wet van 17 januari 2003 betreffende de rechtsmiddelen en de geschillenbehandeling naar aanleiding van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector.

M. VAN BELLINGHEN  
Lid van de Raad

G. DENEFF  
Lid van de Raad

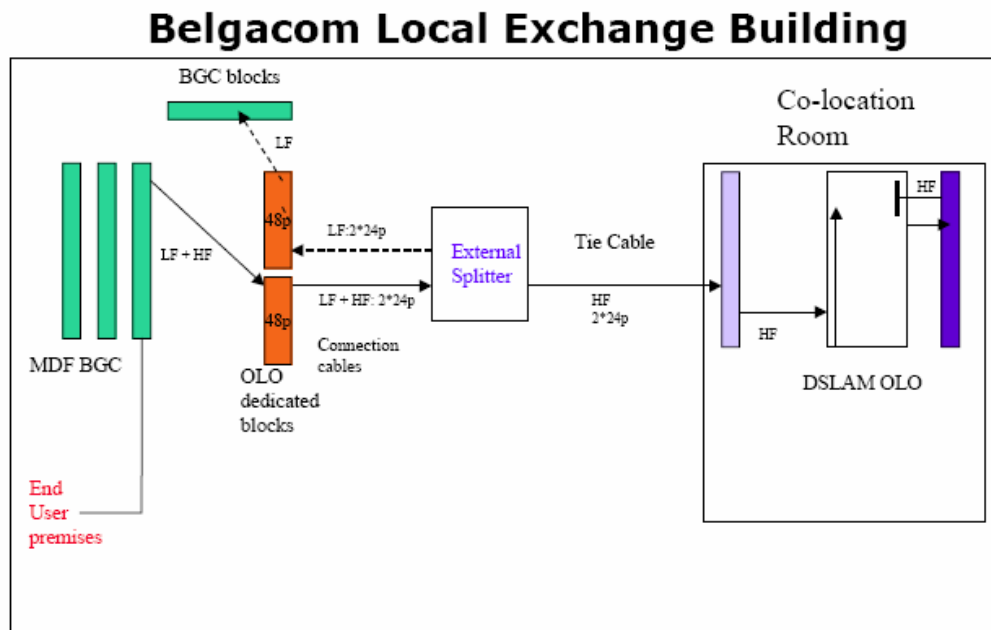
C. RUTTEN  
Lid van de Raad

E. VAN HEESVELDE  
Voorzitter van de Raad

## BIJLAGE 1: TARIEFEN BLOCKS & TIE CABLES

Raw Copper Type 1							
		100p	2x100p	3x100p	4x100p		
100p block	€ 335,99	1	2	3	4		
Testing 100p cable	€ 46,22	1	2	3	4		
Logistic cost	€ 219,63	1	1	1	1		
Fixed operational cost per order	1	€ 224,10	€ 245,72	€ 267,34	€ 288,95		
Official cable delivery	1	€ 124,67	€ 155,48	€ 186,29	€ 217,10		
		<b>€ 950,61</b>	<b>€ 1.385,24</b>	<b>€ 1.819,88</b>	<b>€ 2.254,52</b>		
<hr/>							
Cost per m cable (max unique length 250m)		<b>€ 10,21</b>	<b>€ 10,21</b>	<b>€ 10,21</b>	<b>€ 10,21</b>		
Logistic cost per additional 250m		€ 219,63	€ 219,63	€ 219,63	€ 219,63		
Additional cost for Distant Co-location		€ 335,99	€ 671,98	€ 1.007,98	€ 1.343,97		
<hr/>							
Raw Copper Type 2							
		96p	2x96p	3x96p	4x96p	24p	2x24p
48p block	€ 191,87	2	4	6	8	1	1
Testing 96p cable	€ 46,22	1	2	3	4		
Testing 24p cable	€ 23,11					1	2
Logistic cost	€ 219,63	1	1	1	1	1	1
Fixed operational cost per order	1	€ 224,10	€ 245,72	€ 267,34	€ 288,95	€ 224,10	€ 245,72
Official cable delivery	1	€ 124,67	€ 155,48	€ 186,29	€ 217,10	€ 124,67	€ 155,48
		<b>€ 998,35</b>	<b>€ 1.480,73</b>	<b>€ 1.963,11</b>	<b>€ 2.445,49</b>	<b>€ 783,37</b>	<b>€ 858,91</b>
<hr/>							
Cost per m cable (max unique length 250m)		<b>€ 11,52</b>	<b>€ 11,52</b>	<b>€ 11,52</b>	<b>€ 11,52</b>	<b>€ 5,23</b>	<b>€ 5,23</b>
Logistic cost per additional 250m		€ 219,63	€ 219,63	€ 219,63	€ 219,63		
Additional cost for Distant Co-location		€ 383,73	€ 767,47	€ 1.151,20	€ 1.534,93	€ 191,87	€ 191,87
<hr/>							
Shared Pair							
		96p	2x96p	3x96p	4x96p	24p	2x24p
48p block	€ 191,87	4	8	12	16	1	2
Testing 96p cable	€ 46,22	3	6	9	12		
Testing 24p cable	€ 23,11					3	6
Logistic cost	€ 219,63	1	1	1	1	1	1
Fixed operational cost per order	1,00	€ 224,10	€ 245,72	€ 267,34	€ 288,95	€ 224,10	€ 245,72
Official cable delivery	1,00	€ 124,67	€ 155,48	€ 186,29	€ 217,10	€ 124,67	€ 155,48
		<b>€ 1.474,52</b>	<b>€ 2.433,07</b>	<b>€ 3.391,61</b>	<b>€ 4.350,16</b>	<b>€ 829,59</b>	<b>€ 1.143,21</b>
<hr/>							
Cost per m cable (max unique length 250m)		<b>€ 11,52</b>	<b>€ 11,52</b>	<b>€ 11,52</b>	<b>€ 11,52</b>	<b>€ 5,23</b>	<b>€ 5,23</b>
Logistic cost per additional 250m		€ 219,63	€ 219,63	€ 219,63	€ 219,63		
Additional cost for Distant Co-location		€ 383,73	€ 767,47	€ 1.151,20	€ 1.534,93	€ 191,87	€ 191,87

## BIJLAGE 2: SCHEMA TIE CABLES



OLO dedicated blocks: blocks die geïnstalleerd zijn in de MDF van Belgacom en door de OLO's kunnen worden gebruikt en die onder het besluit vallen

Connection cables en Tie cable: kabels die onder het besluit vallen

External splitter: splitter die door de OLO's kan worden gebruikt en geleverd wordt door Belgacom

MDF BELGACOM en BELGACOM blocks: horizontale en verticale blocks van Belgacom die niet onder het besluit vallen omdat ze worden gefinancierd via de verhuur van het koperpaar

Co-location room: ruimte waarin zich alle apparatuur bevindt die door de OLO zelf is geïnstalleerd

## CONFIDENTIELE BIJLAGE 1: MOTIVERING VAN DE TARIEVEN VOOR BLOCKS EN TIE CABLES

Confidentieel voor de OLO's (Niet voor Belgacom)

## CONFIDENTIËLE BIJLAGE 2 – ANALYSE VAN DE UPLIFT VOOR BLOCKS & TIE CABLES

Confidentieel voor de OLO's (Niet voor Belgacom)

## CONFIDENTIËLE BIJLAGE 3 – SITUATIE NEDERLAND

Confidentieel voor Belgacom en de OLO's (Niet voor KPN)